



Alger	: 21°	13°
Oran	: 27°	14°
Annaba	: 22°	15°
Béjaïa	: 18°	11°
Tamanrasset	: 37°	23°

ENTREVUE PÉRIODIQUE AVEC DES REPRÉSENTANTS DES MÉDIAS NATIONAUX

Président de la République : l'Algérie ne renoncera jamais au dossier de la mémoire et ne marchandera avec aucun pays cette question

P. 24

DÉFENSE

M. Chanegriha prend part à deux réunions de la Capacité régionale d'Afrique du Nord (MDN)

P. 24

TERMINAUX DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE EN ALGÉRIE

Plus de 837.000 opérations pour un montant de 6,7 mds de DA durant le 1^{er} trimestre de 2023

P. 6

JOURNÉE NATIONALE DE LA MÉMOIRE

Massacres du 8 mai 1945 : un crime colonial atroce qui restera gravé dans la mémoire

L'Algérie commémore, ce lundi, le 78^e anniversaire des événements tragiques du 8 mai 1945 à Sétif, Guelma et Kherrata où les forces coloniales françaises ont fait subir à des milliers d'Algériens, sortis ce jour-là pour réclamer leur droit à la liberté et à l'indépendance, les pires souffrances, suivies d'exécutions sommaires. Un crime atroce qui restera à jamais gravé dans la mémoire. Les documents historiques et les témoignages encore vivants révèlent que les assassinats de masse se sont poursuivis sur plusieurs semaines et se sont propagés à d'autres régions du pays et font état de la souffrance endurée par les citoyens lors de ces terribles massacres ayant fait de Sétif, Guelma et Kherrata un charnier inimaginable. A l'occasion, le Président Tebboune a adressé un message de commémoration de ces événements encore vivaces et douloureux dans la mémoire du peuple algérien.

P. 3



COMMERCE

Plus de 2,2 millions d'opérateurs économiques au 30 avril dernier (bilan)

P. 6

ASSURANCES

Cash Assurances : un chiffre d'affaires record de près de 19 mds DA en 2022 (PDG)

P. 6

RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS EN ÉDUCATION SPORTIVE AU CYCLE PRIMAIRE

Une plateforme numérique pour l'inscription à distance (ministère)

P. 2

SANTÉ

ORTHODONTIE
Comment limiter les risques de carie

Pp 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 MOBILIS - JS KABYLIE

Achour Chelloul nouveau président du Conseil d'administration

P. 21



PHILIPPINES

Plus de 1000 personnes forcées d'arnaquer en ligne libérées

P. 17

TLEMCEM

Exposition sur l'expérience poétique chez Mohammed Dib

P. 2

RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS EN ÉDUCATION SPORTIVE AU CYCLE PRIMAIRE

Une plateforme numérique pour l'inscription à distance (ministère)



"Le ministère de l'Éducation nationale informe les détenteurs de diplôme de licence concernés, qu'une plateforme numérique sera ouverte à partir de lundi 8 mai 2023 à 16h00 jusqu'au jeudi 25 mai 2023 à 00h00, pour s'inscrire à distance sur le lien suivant: <https://tawdif.education.dz>", a annoncé samedi le ministère de l'Éducation nationale dans un communiqué.

Cette initiative, ajoute le ministère, intervient "en application des décisions du Conseil des ministres tenu le 16 avril 2023 portant mise en place d'un encadrement spécialisé de l'éducation physique et sportive au cycle primaire et en guise de préparatifs au recrutement d'enseignants au cycle primaire pour encadrer cette matière".

CRÉDIT POPULAIRE ALGÉRIEN Les dépôts de la finance islamique ont dépassé les 25 mds DA

Les dépôts de la finance islamique au niveau du Crédit populaire algérien (CPA) s'élèvent à plus de 25 milliards de dinars, a indiqué jeudi le chef de département de la finance islamique de cette banque publique, Sofiane Mazari, ajoutant que le nombre des clients de la banque dans le cadre de la finance islamique dépasse les 35.000 clients.

Selon le bilan de la banque dévoilé par M.

Mazari lors de la cérémonie du lancement du crédit sans intérêts destiné aux pèlerins, baptisé "Qard hassan hajji", le même responsable a fait savoir que les dépôts recouvrés dans le cadre de la finance islamique, deux ans après son lancement au niveau de la banque, s'élevaient à plus de 25 mds/da avec plus de 35.000 clients recensés dans ce créneau.

ORAN Hommage aux défunts journalistes Bencheikh Fatiha et Derioua Abdelkader



L'Association des Amis du journal "El Djoumhoria" a organisé, jeudi à Oran, un hommage aux défunts journalistes, Bencheikh Fatiha et Derioua Abdelkader, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la liberté de la presse, coïncidant avec le 3 mai de chaque année, à laquelle ont assisté des journalistes et des étudiants en communication, en plus des familles et amis des défunts.

Les deux défunts ont rejoint le journal public El Djoumhoria, en 1986, où Drioua Abdelkader a occupé plusieurs postes, dont celui de rédacteur en chef, avant de rejoindre le secteur privé.

Il a également travaillé à l'université en tant que professeur de langue allemande et rédacteur en chef d'un journal, avant de décéder, le 17 janvier 2023.

Quant à défunte Bencheikh Fatiha, elle avait exercé comme journaliste de la rubrique sportive, puis locale et régionale jusqu'à sa retraite en 2019. Elle est décédée, le 23 juillet 2019.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 7 morts et 422 blessés en 48 heures



Sept (7) personnes ont trouvé la mort et 422 autres ont été blessées dans 399 accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 48 heures à travers le pays, indique samedi un bilan de la Protection civile.

Selon le même bilan, les éléments de la Protection civile de la wilaya de Djelfa sont intervenus pour le repêchage de 2 personnes mortes asphyxiées dans un puits et une autre incommodee au niveau de la commune de Zaâfrane.

Les éléments de la Protection civile sont intervenus, durant la même période, pour prodiguer des soins de première urgence à 7 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffe-eaux au niveau des wilayas de khenchela et Annaba, ajoute la même source.

TLEMSEN Exposition sur l'expérience poétique chez Mohammed Dib



La bibliothèque principale de lecture publique "Mohammed Dib" de Tlemcen organise une exposition intitulée "L'expérience poétique chez Mohammed Dib", dans le cadre de la célébration du mois du patrimoine.

Cette exposition, qui se tient au Centre des études andalouses jusqu'au 8 mai en cours, propose 15 tableaux de résumés d'œuvres de poètes, universitaires et chercheurs traitant des recueils poétiques, des écrits de Mohammed Dib et ses poèmes traduits, a souligné le Directeur de la bibliothèque Zinedine Terchaoui.

Il a ajouté que ce sont des œuvres avec lesquelles ces auteurs ont participé au colloque national tenu à l'occasion du centenaire de la naissance de Mohammed Dib (1920-2003).

SONELGAZ Lancement du Club des médias



Le Groupe Sonelgaz a lancé, jeudi à Alger, sous la supervision de son PDG, Mourad Adjal, le club des médias propre au groupe, en vue d'approfondir la relation avec les établissements médiatiques.

Le lancement de ce club s'est fait à l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse (3 mai), en présence de représentants d'établissements nationaux d'information et de cadres du groupe. Dans une allocution prononcée à l'occasion, M. Adjal a indiqué que cette initiative s'inscrivait dans le cadre de la politique médiatique du groupe, en vue de raffermir la relation avec les médias, affirmant que ce club devrait être "une tribune instructive et active, à même d'approfondir la relation entre Sonelgaz et les établissements médiatiques professionnels".

TÉBESSA Neutralisation d'une bande et saisie de comprimés psychotropes à Bir El Ater



Les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Bir El Ater (sud de Tébessa) en collaboration avec les unités sécuritaires sont parvenus à mettre fin aux agissements d'une bande criminelle composée de 3 individus et la saisie de pas moins de 16.000 comprimés psychotropes, a indiqué, samedi un communiqué de la cellule de communication de ce corps constitué.

L'affaire a été réalisée sur la base de renseignements parvenus aux éléments de la Gendarmerie nationale faisant état d'une tentative pour faire passer une quantité considérable de psychotropes à bord d'un véhicule touristique en provenance d'une wilaya limitrophe vers la wilaya de Tébessa en passant par la commune de Bir El Ater, selon le document.

TLEMSEN Saisie de près de 1.500 comprimés de psychotropes

Les services de police de Tlemcen ont saisi 1.494 comprimés de psychotropes et arrêté trois individus, a indiqué, samedi, un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de la Sûreté de wilaya.

Cette opération a été menée par les éléments de la brigade de lutte contre les stupéfiants, relevant du service de wilaya de la police judiciaire, sur la base d'informations, selon lesquelles un individu se livrait au stockage et la commercialisation illicite de produits pharmaceutiques, composés de substances actives neurologiques et anxiolytiques, au centre-ville de Tlemcen, selon la même source.

L'enquête a permis également l'identification et l'arrestation de deux autres individus, activant au sein du même réseau, avec la saisie d'une autre somme de 20.000 DA, de même qu'un véhicule utilisé dans le transport des psychotropes, selon la même source.

TAMANRASSET Mise en échec d'une tentative de contrebande de produits alimentaires



Les éléments de la Gendarmerie nationale ont réussi à mettre en échec une tentative de contrebande vers le Mali d'une quantité considérable de produits alimentaires subventionnés et à arrêter 9 individus impliqués, a indiqué jeudi un communiqué de ce corps constitué dans un communiqué.

Les éléments de l'unité territoriale de sécurité routière à Tamanrasset ont réussi, suite à une information selon laquelle un groupe d'individus tentait de faire passer illicitement une quantité considérable de produits alimentaires subventionnés vers le Mali, à saisir 134 tonnes de farine et 40 tonnes de semoule", précise la même source.

JOURNÉE NATIONALE DE LA MÉMOIRE

Message du président de la République

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a adressé, dimanche, un message à la veille de la célébration de la Journée nationale de la mémoire, commémorant l'anniversaire des massacres du 8 mai 1945. En voici la traduction APS du texte intégral:

"Au nom d'Allah, Clément et Miséricordieux, Prière et paix sur son vertueux Messager,

Concitoyennes, concitoyens,

Le peuple algérien célèbre le huit (8) mai, la Journée nationale de la mémoire, commémorant l'anniversaire des massacres abominables perpétrés le même jour de l'année 1945.

Cet anniversaire rappelle une autre journée de ces journées nationales éternelles où ce peuple glorieux a réalisé des exploits et des épopées historiques grandioses, qui resteront profondément ancrés dans sa conscience pour renforcer davantage notre fierté et consolider la cohésion nationale et les attaches à la patrie, en semant dans la conscience de la Nation le sentiment de fierté pour l'esprit de militantisme et de résistance, ce sentiment enraciné, de génération en génération, chez les enfants de cette terre bénie.

Au fil de son histoire séculaire, l'Algérie a engendré des générations de patriotes résistants et militants, témoins de son attachement aux idéaux de liberté et de dignité. Le huit mai 1945, date que nous avons instituée Journée nationale de la mémoire, n'est qu'une autre expression forte de l'esprit de résistance ancré dans la nation et de son attachement à ces nobles idéaux.

Les fervents patriotes de l'école du mouvement national se préparaient pendant les années difficiles de la lutte nationale à l'heure décisive, lorsque les voix des révoltés ont résonné à Sétif, Guelma, Kherrata et dans d'autres villes, en cette journée funeste qui a mis à nu l'horreur et la cruauté des massacres épouvantables perpétrés par les fanatiques colonisateurs.

Ce crime contre l'humanité déclenchera par la suite le processus d'internationalisation de la cause algérienne et



son inscription à l'Organisation des Nations unies (ONU)...C'est cette lutte nationale sans merci qui a provoqué l'effacement de la lutte armée, le 1er novembre 1954.

Fidèle aux sacrifices incommensurables consentis, avec bravoure et honneur, par le peuple algérien, l'Etat est résolu, dans une Algérie nouvelle, altière et loyale, à mettre le dossier de l'histoire et de la mémoire sur une voie qui nous assurera la transparence, l'intégrité et l'objectivité totales, loin de toute concession ou marchandage.

Dans cette optique, nous avons bon espoir de réaliser, à court terme, le progrès escompté dans ce processus, partant de l'importance de la mission confiée à

la commission mixte des historiens pour traiter toutes les questions, dont celles liées à la restitution des archives, des biens et des restes mortuaires des résistants, aux essais nucléaires et aux disparus.

A ce propos, nous avons affirmé, à maintes reprises, notre détermination résolue à défendre le droit du peuple algérien en intensifiant les démarches pour traiter, avec courage et équité, la question de l'histoire et de la mémoire tout en veillant à conférer la transparence nécessaire à ce dossier sensible.

La célébration de la Journée nationale de la mémoire, une occasion pour rendre fièrement hommage aux sacrifices immenses du peuple algérien, nous inter-

pelle à faire de ces occasions et des gloires que retient l'histoire pour la Nation algérienne, à travers les étapes et les époques, un précieux legs national qui sème chez la postérité la fidélité aux valeurs Chouhada.

Ces martyrs auxquels nous rendons hommage, et adressons à l'occasion du 78e anniversaire des Massacres du 08 Mai 1945, nos salutations accompagnées d'estime à leurs frères les moudjahidines qu'Allah leur prête longue vie.

Gloire à nos martyrs, Vive l'Algérie libre, souveraine et altière,

Que la paix, la clémence, et la bénédiction d'Allah soient sur vous'.

Massacres du 8 mai 1945 : un crime colonial atroce qui restera gravé dans la mémoire

L'Algérie commémore, ce lundi, le 78e anniversaire des événements tragiques du 8 mai 1945 à Sétif, Guelma et Kherrata où les forces coloniales françaises ont fait subir à des milliers d'Algériens, sortis ce jour-là pour réclamer leur droit à la liberté et à l'indépendance, les pires souffrances, suivies d'exécutions sommaires. Un crime atroce qui restera à jamais gravé dans la mémoire.

Les documents historiques et les témoignages encore vivants révèlent que les assassinats de masse se sont poursuivis sur plusieurs semaines et se sont propagés à d'autres régions du pays et font état de la souffrance endurée par les citoyens lors de ces terribles massacres ayant fait de Sétif, Guelma et Kherrata un charnier inimaginable.

En fait, ces événements étaient une expression de la maturité de la réflexion nationale et portaient le caractère d'un soulèvement pacifique, traduit sur le terrain par des manifestations tenues dans différentes régions du pays, selon des historiens qui s'accordent à dire que les Algériens étaient accablés par le cumul des crises complexes et interminables liées principalement aux affaires de la colonisation.

La répression était ignoble et sauvage contre des manifestants pacifiques dont le "seul tort" est de sortir manifester dans la rue pour réclamer leur indépendance face à des forces coloniales surarmées.

Les statistiques font état de plus de 45.000 martyrs tombés dans ces massacres, mais les rapports des forces coloniales n'ont pas fourni de chiffres sur les exécutions sommaires perpétrées par les milices de la mort à l'encontre de citoyens désarmés, selon ces mêmes historiens qui estiment que les massacres du 8 mai 1945 n'ont pas encore pris leur juste place dans les recherches, les études et la documentation, ce qui nécessite l'intensification des efforts pour faire la lumière sur ces événements et sur les réactions face à ces tragiques événements.

La mission principale des acteurs du domaine aujourd'hui est de consolider l'écriture de l'histoire des massacres du 8 mai 1945 pour les générations montantes pour préserver la mémoire collective, recommandant des universitaires qui soulignent la nécessité de mettre l'accent sur les innombrables exécutions, tueries collectives et tortures, entre autres crimes abjects commis sous la bannière

d'une politique d'Etat. Proclamée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, journée nationale de la mémoire, il y a trois ans, le 8 mai 1945 constitue, de l'avis de chercheurs en histoire, une autre halte historique indélébile, au vu des crimes commis par le colonisateur abject à Sétif, Guelma et Kherrata et dont l'histoire retiendra l'atrocité et la barbarie.

Aujourd'hui, le concept de l'Algérie nouvelle implique la création de sites de mémoire par l'élargissement des musées nationaux, l'établissement des maisons d'archives, l'enrichissement des bibliothèques nationales et la consécration de la commémoration des événements et des personnalités, notent ces mêmes chercheurs.

Sur ce dossier, le président de la République a été catégorique en affirmant, lors de sa dernière entrevue périodique avec des représentants des médias nationaux, que l'Algérie ne renoncera jamais au dossier de la Mémoire et ne marchandera avec aucun pays cette question.

Dans un message qu'il avait adressé l'année dernière à l'occasion de la commémoration de cette journée, le président de la République avait affirmé que les

massacres du 8 mai 1945 avaient constitué une période charnière de l'histoire de la nation, indiquant que l'attachement au dossier de l'Histoire et de la Mémoire émanait de la responsabilité de l'Etat envers son capital historique.

Le Chef de l'Etat avait précisé que cet attachement "s'éloigne de toute surenchère ou négociation pour préserver notre mémoire et œuvre parallèlement au traitement du dossier mémoriel et de l'Histoire en toute probité et avec objectivité dans la perspective d'établir la confiance et de jeter les bases de relations de coopération durable et fructueuse, garantissant les intérêts des deux pays (Algérie-France) dans le cadre du respect mutuel". Il avait également considéré que "notre glorieuse histoire, source de notre fierté et inspirant les générations au fil du temps, s'illumine et s'enracine davantage dans notre esprit à chaque fois que la rancœur de ceux qui ne se sont toujours pas débarrassés de leur extrémisme et attachement chronique à la doctrine coloniale désuète et misérable, s'accroît. Ceux-là n'ont pas appris des tentatives désespérées de dissimuler les vérités de l'Histoire par l'imposture et l'oubli".

Le président de la République avait rappelé aussi que les atrocités perpétrées à Sétif, Guelma, Kherrata et dans d'autres villes "sont témoins de massacres hideux qui ne sauraient être oubliés. Ils resteront gravés, par leurs tragédies affreuses, dans la Mémoire nationale, mais également dans le référentiel historique dont les bases ont été jetées vaillamment par le combat de notre peuple contre l'injustice du colonialisme".

Pour sa part, le ministre des Moudjahidines et des Ayants-droit, Laïd Rebigua avait appelé les historiens et les chercheurs à approfondir les études et les recherches sur les massacres du 8 mai 1945 et les génocides commis par le colonisateur français à l'encontre du peuple algérien.

Il avait réitéré l'appui de son secteur à toutes les contributions sérieuses visant l'écriture des différentes haltes de l'histoire de la lutte du peuple algérien, notamment celles liées aux massacres du 8 mai 1945, à l'histoire du mouvement national et à la Révolution du 1er novembre, en consécration de la démarche d'édification et de consolidation de l'identité nationale algérienne et de l'histoire nationale.

ENTREVUE PÉRIODIQUE DE TEBBOUBNE AVEC DES REPRÉSENTANTS DE MÉDIAS NATIONAUX

Disponibilité de l'eau potable : le Président de la République rassure les Algériens

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a tenu à rassurer les Algériens quant à la disponibilité de l'eau potable grâce à toutes les mesures prises par les pouvoirs publics, notamment le développement des projets de dessalement de l'eau de la mer dans le Nord du pays et l'exploitation des eaux sous terraines dans le Sud, mettant l'accent sur l'importance d'une exploitation optimale des eaux destinées à l'irrigation et de l'augmentation du rendement de la production agricole, au Sud en particulier.

"Même si le citoyen ne pourra pas avoir l'eau potable 24h/24h, il sera toutefois, alimenté quelques heures par jour ou un jour sur deux", a indiqué le président de la République qui répondait à une question sur la disponibilité de l'eau potable face au manque de précipitations, et ce lors de son entrevue périodique avec des représentants de médias nationaux, diffusée samedi soir sur les chaînes de télévision et stations de radio nationales. "J'ai ordonné la généralisation des stations de dessalement de l'eau de la mer tout le long du littoral et jusqu'aux hauts-plateaux", a poursuivi le Président Tebboune, mettant en exergue "les points positifs enregistrés dans ce sens, à savoir la maîtrise de la technologie des stations de dessalement dont 80% à 85% sont algériennes".

Dans le même sillage, le Président Tebboune a rappelé que les wilayas du Sud regorgeaient d'énormes nappes phréatiques notamment à Touat, Gourara et Tidikelt, affirmant que les répercussions des changements climatiques, la sécheresse notamment, a touché tous les pays du monde "d'où la nécessité de développer des techniques d'irrigation de goutte à goutte et d'encourager les cultures qui ne nécessitent pas la mobilisation de grandes ressources en eau".

Il a, dans ce contexte, insisté sur l'importance de l'exploitation des eaux usées traitées dans l'irrigation des périmètres agricoles, déplorant "l'existence d'un grand gaspillage d'eau". Le Président Tebboune a, par ailleurs, fait observer que les régions du sud du pays "ne sont exploitées dans l'agriculture qu'à hauteur de 40%, loin des normes scientifiques", précisant que "près de 9 millions d'hec-

tares sont prêts à être exploités entre Adrar et In Salah". Mettant en avant le grand potentiel dont jouit l'Algérie dans diverses filières agricoles et dans l'élevage, le président de la République a rappelé que la valeur de la production agricole nationale en 2022 était d'environ 35 milliards de dollars, ce qui reflète, a-t-il dit, "les progrès que connaît aujourd'hui notre agriculture".

Le président Tebboune a, en revanche, fustigé la poursuite de l'importation d'un certain nombre de produits agricoles pouvant être produits localement, comme le maïs, soulignant l'importance de soutenir la recherche scientifique dans le secteur agricole. Concernant le "décollage" que connaît l'agriculture algérienne, le président de la République a évoqué les projets de partenariat lancés récemment

avec des partenaires étrangers et des pays ayant de l'expérience pour réaliser de grandes fermes céréalières et des exploitations comptant entre 10.000 et 15.000 bovins.

Il a rappelé, dans ce cadre, le soutien accordé par l'Etat aux investisseurs agricoles notamment en matière de production de l'huile et du sucre, au moyen de crédits bancaires allant jusqu'à 90 % de la valeur du projet, annonçant l'entrée en production à la fin du mois de mai en cours de la première usine de production locale de l'huile dans toutes ses phases. "L'agriculture est une science et non pas une tradition. C'est un secteur producteur et générateur de richesse", a fait remarquer le président Tebboune qui a souligné que "l'agriculture doit être une affaire des agriculteurs" et non pas de la tutelle

uniquement. "Il ne faut pas décider de tout au ministère. La production est déterminée par les agriculteurs appelés à élaborer des programmes avec l'Etat, en impliquant des superviseurs du ministère", a-t-il dit, mettant en avant le rôle de l'Union des paysans dans le développement du secteur. A une question sur l'adhésion de l'Algérie aux BRICS, le président de la République a affirmé que cette adhésion "nous aidera en matière de développement plus que toute l'aide apportée à ce jour par les instances financières internationales", ajoutant que la banque des BRICS financera des projets en Algérie et est dotée d'un capital énorme de 100 milliards de dollars, tout en mettant en exergue "la force du soutien politique qu'implique l'adhésion de l'Algérie à ce groupe".

Fonds et biens pillés : l'Etat a récupéré plus de 22 milliards USD (président de la République)

L'Etat a récupéré pour plus de 22 milliards USD de fonds et de biens pillés à l'intérieur du pays et à l'étranger, a affirmé le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune assurant de la poursuite des enquêtes dans les affaires de corruption. Lors de son entrevue périodique avec des représentants de médias nationaux, diffusée samedi soir sur les chaînes de télévision et stations de radio nationales, le président de la République a précisé que "le dernier rapport des services des ministères de la Justice et des Finances révèle la récupération de plus de 22 milliards USD de fonds et de biens pillés à l'intérieur du pays et à l'étranger", soulignant que "l'enquête sur les affaires de corruption se poursuit de manière quotidienne et ne se limite pas aux anciens dossiers, mais concerne également de nouvelles affaires". Assurant que "l'Etat a pu récupérer un volume important de fonds et de biens détournés et le travail se poursuit", le Chef de l'Etat a fait observer que "les résultats des investigations n'ont pas tous été dévoilés, mais l'Etat veille à révéler tout ce qui a été pillé et détourné". Les enquêtes ont révélé, à titre d'exemple, que la valeur de l'usine d'Oran récupérée s'élevait à environ 750 millions d'euros", a-t-il indiqué. Le Président Tebboune a également évoqué "l'adhésion de pays européens aux enquêtes en cours sur les affaires de corruption", affirmant que "de nombreux pays ont collaboré avec l'Algérie pour récupérer les fonds pillés". "La récupération des fonds s'est faite de manière intelligente et les biens se trouvant à l'étranger seront bien entendu récupérés", a-t-il rassuré, relevant qu'"à l'intérieur du pays, les efforts se poursuivent et l'Etat sera en mesure de trouver tout ce qui a été pillé et thésaurisé dans le passé". "Même si les choses prennent du temps en raison du système bancaire, le plus important est que ces fonds ne se perdent pas", a conclu le Président de la République.

Président de la République: amorcer un nouveau décollage pour le secteur de l'Information pour une presse forte et influente

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a mis l'accent sur la nécessité d'amorcer un nouveau décollage pour le secteur de l'Information jetant les bases d'une presse forte et influente, soulignant l'importance de mettre de l'ordre au sein de la corporation et de s'unir sous la bannière de syndicats et d'instances représentant les journalistes et relayant leurs préoccupations.

Lors de son entrevue périodique diffusée samedi soir sur les chaînes de télévision et stations de radio nationales, le Chef de l'Etat a exprimé sa conviction de la nécessité d'amorcer un nouveau décollage pour le secteur de l'information, estimant que l'institution médiatique était "un outil nécessaire pour tout édifice démocratique et nous avons l'espoir d'édifier une démocratie responsable".

"Sans une presse responsable et professionnelle nous n'irons pas très loin", a ajouté le Président Tebboune qui a rappelé que la Constitution de 2020 avait appuyé les droits de la presse et renforcé la liberté d'expression. Il a souligné la nécessité d'avoir de "grandes institutions médiatiques nationales capables de contrecarrer les ennemis de la patrie et de contrer les attaques extérieures contre le pays, car il s'agit d'une école qui forment des générations et contribue à éclairer l'opinion publique", regrettant la focalisation des médias algériens sur les événements locaux et l'absence d'une presse spécialisée.

Cet égard, il a exhorté les médias nationaux, notamment publics, à se redéployer et à améliorer leurs performances, soulignant l'importance

de la présence médiatique de l'Algérie en Afrique à travers l'ouverture de bureaux pour les médias publics. Rappelant, par ailleurs, l'importance de la phase d'évaluation et de redressement de la presse nationale pour amorcer l'étape de réédification, le Président Tebboune a invité les journalistes à tenir des assises, à s'unir sous la bannière d'une organisation syndicale forte et à créer un organe supérieur de l'éthique professionnelle, ce qui leur permettra de soulever leurs préoccupations au gouvernement et d'éviter toute éventuelle action judiciaire.

Evoquant le dernier rapport de "Reporters sans frontières" (RSF), le président de la République a déclaré: "nous sommes au fait des coulisses de ce genre de classements".

"Le seul classement à prendre en compte est celui de l'ONU connue pour l'impartialité de ses institutions", a assuré le président de la République, avant de rebondir sur les propos de cette ONG citant des journalistes algériens en prison pour leurs opinions, affirmant qu'il s'agit de "fausses informations".

Après s'être recueilli à la mémoire des journalistes algériens, victimes du terrorisme barbare, le Président Tebboune a appelé les journalistes à "faire preuve d'un haut sens de patriotisme", affirmant que "l'Algérie est très grande... C'est à nous de devenir assez grands pour être à son niveau".

"La responsabilité ne se résume pas à un fauteuil ou un burnous rouge". "Elle consiste à protéger ton peuple et à ne pas tolérer les fautes des responsables ou les protéger. Quiconque commet une faute doit payer", a-t-il soutenu. Répondant à

une question sur le projet de la nouvelle Cité médiatique, le président de la République a affirmé que la pose de la première pierre du projet de réalisation de cette cité interviendra le 5 juillet prochain, parallèlement à la célébration de l'anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale, soulignant son souci de la réaliser "dans les plus brefs délais". Ce projet comprend des sièges pour l'établissement public de télévision et la Radio nationale, et une Maison de la presse. Abordant le dossier de la mémoire, le Chef de l'Etat a affirmé que l'Algérie "ne renoncera jamais" à ce dossier et ne marchandera avec aucun pays cette question, se félicitant des pas franchis jusque là avec la France qui a reconnu de nombreux faits et crimes coloniaux.

Consacrer un mode de gestion à même de réaliser le développement global

Par ailleurs, le président de la République a évoqué les principales décisions visant à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens, annoncées en Conseil des ministres, précisant que celle-ci ne se limitent plus à l'aspect théorique, mais tendent à opérer le changement voulu par tous les Algériens et à consacrer un mode de gestion à même de réaliser le développement global.

Il a, à cet égard, cité l'allocation-chômage, venue préserver la dignité des Algériens, indiquant que 20.000 jeunes bénéficiaires de cette allocation y avaient renoncé pour avoir obtenu des emplois permanents. Il a, à cette occasion, annoncé la création de 1.300 entreprises et 52.000

emplois depuis octobre dernier. Le Président Tebboune a affirmé que la création du Conseil supérieur de la jeunesse, instance stratégique indispensable, visait à investir dans les potentialités de cette catégorie dans le cadre de la démarche de changement et de développement que connaît le pays, soulignant que la création de l'Observatoire national de la société civile (ONSC) visait à "activer le rôle des associations, toutes obédiences confondues, et non à outrepasser le rôle des partis comme d'aucuns le prétendent". Le président de la République a souligné, par ailleurs, que la guerre contre la corruption est menée de manière quotidienne et qu'elle concernait de "nouveaux dossiers", relevant que l'Etat avait récupéré pour plus de 22 milliards USD de fonds et de biens pillés à l'intérieur du pays et à l'étranger.

Le Président Tebboune a réaffirmé la détermination de l'Etat à poursuivre ses efforts pour la consolidation du front interne et la lutte contre les conflits marginaux et les discours haineux. Sur un autre registre, le Chef de l'Etat a mis en avant le potentiel de l'Algérie en matière d'exportation, affirmant que les pouvoirs publics s'étaient fixés pour objectif d'atteindre "13 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures". Concernant l'alimentation des citoyens en eau potable, le Président Tebboune a rappelé les instructions données au Gouvernement pour le développement des projets de dessalement de l'eau de la mer dans le Nord du pays et l'exploitation des eaux sous terraines dans le Sud. Au sujet du développement du secteur agricole, le président de la Ré-

publique a réitéré sa détermination à "amorcer un nouveau décollage pour l'agriculture algérienne", en tirant profit de l'expérience étrangère et des grandes capacités nationales.

Concernant l'adhésion de l'Algérie aux BRICS, le président de la République a affirmé que cette adhésion "aidera l'Algérie en matière de développement plus que toute l'aide apportée à ce jour par les instances financières internationales". Le Président Tebboune a mis en avant, par ailleurs, le rôle important du sport scolaire et universitaire dans la préparation d'une élite nationale représentant l'Algérie dans les manifestations internationales. Au plan international, l'Algérie a su recouvrer la place qui lui sied, a-t-il dit, affirmant que l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement "lancera, dans un mois, des projets de développement dans les pays africains, à commencer par le Mali et le Niger", dans les domaines de la santé, l'eau et l'éducation. Concernant le retour de la Syrie dans la Ligue arabe, le président de la République a affirmé que ce que fait l'Algérie envers la Syrie part du principe qu'il s'agit d'un membre fondateur de la Ligue arabe et que "ce pays frère ne saurait être privé de ses droits", soutenant que la position de l'Algérie à l'égard de la Syrie "n'a jamais changé". S'agissant de la question palestinienne, le président de la République a affirmé que l'attaque perpétrée contre les lieux saints dans la mosquée Al-Aqsa, exposée à la profanation par les soldats de l'occupation sioniste, sans que personne ne réagisse, est "inadmissible".

MILA Clôture de la 1^{ère} rencontre nationale de parapente motorisé

La première édition de la rencontre nationale de parapente motorisé (Para-moteur) organisé, à Mila sur 2 jours à "Douar Bidi" à proximité du bassin du barrage de Béni Hroun, a été clôturée samedi.

La partie matinale de la journée de cette manifestation sportive a été marquée par l'organisation d'entraînements au profit des participants au nombre de 20 pilotes venus de différentes wilayas du pays.

Dns l'après-midi et avant la clôture officielle de la manifestation et la remise des attestations de participation, les pilotes ont présenté des spectacles au grand bonheur du public présent avec force le long des deux jours de l'événement.

L'escadron de pilotes a fait montre d'un haut sens de professionnalisme en matière de parapente à moteur depuis la rive du bassin du barrage de Béni Haroun, sur la localité de "Douar Bidi", ainsi que sur le plan d'eau.

De sa part, la pilote de parapente et également vice présidente de la Fédération algérienne des sports aériens, Nora Raghdhi a indiqué à l'APS que ce rendez-vous national "lui a donné ainsi qu'à ses camarades pilotes l'opportunité de se rencontrer et échanger r les connaissances et les expé-



riences s'agissant de la spécialité parapente à moteur, surtout avec la présence de 3 éléments de l'élite nationale de cette discipline qui ont donné une série d'orientations et de conseils faisant ainsi de ce rendez-vous une sorte de stage".

Elle a indiqué que "cette rencontre première du genre en Algérie a permis de découvrir une nouvelle région disposant des conditions adéquates pour le sport para-moteur car situé dans un site jouxtant le plan d'eau du

barrage Béni Haroun où on a volé et fait plaisir à nous et au public dont la forte présence nous a encouragés".

Le président de la Fédération algérienne des sports aériens, Abdelmalek Hamoum a considéré que cette première édition était "réussie" du point de vue organisation pris en charge par le club de Mila de parapente et du point de vue choix du site des spectacles de vols.

Selon lui, cette rencontre a été marquée par "la

présence d'un nombre considérable de pilote de parapente venus de différentes wilayas du pays pour développer leurs compétences en plus de la prospection d'un nouveau site adéquat pour l'organisation prochainement de manifestations dans cette discipline sportive".

La première édition de la rencontre nationale de parapente à moteur a vu la participation de pilotes de 13 wilayas du pays comme Skikda, Béjaïa, M'Sila, Batna et Guelma en plus de la wilaya hôte.

EL-MÉNIAË Promotion du legs culturel local au travers le Festival du vieux Ksar

Le festival annuel du vieux Ksar d'El-Méniaïa, riche d'une longue histoire, constitue une opportunité pour mettre en valeur le legs culturel local, a-t-on souligné à la Direction de la culture et des arts de la wilaya.

Placée sous le signe "El-Méniaïa: Histoire et Authenticité", cette manifestation se propose de mettre à jour un des vieux pans archéologiques de la ville d'El-Méniaïa au travers l'animation d'une panoplie d'activités culturelles et artistiques, a indiqué le directeur de la Culture, Zakaria Boudiaf.

M. Boudiaf a fait savoir, à ce titre, que ses services envisagent d'officialiser cette manifestation du vieux Ksar, resuscitée après une léthargie de plus de six (6) ans (2016) en l'intégrant au titre de la liste des festivals agréés par le ministère de tutelle.

Lancé vendredi, ce festival de trois jours, retenu au titre de la célébration du mois du patrimoine, prévoit des spectacles artistiques, des défilés folkloriques, des tournois sportifs avec la participation des associations, clubs sportifs et culturels et des scouts musulmans algériens (SMA), ont indiqué les organisateurs.

Outre une exposition des produits d'artisanat mettant en valeur le savoir-faire des artisans locaux mise sur pied au musée public d'El-Méniaïa, le centre culturel de la commune d'El-Gara abrite la Kheima (tente) des soirées artistiques et des récitals poétiques, dont la poésie populaire avec la participation des aèdes de la région.

Approchés par l'APS, des citoyens se sont félicités de l'organisation de ce festival qualifié, selon eux, d'une halte culturelle annuelle à mettre en valeur après une longue interruption.

S'exprimant en ouverture de cette manifestation, le wali d'El-Méniaïa, Mokhtar Benmalek a affirmé que les pouvoirs publics accordent toute l'importance voulue à de pareilles manifestations en mettant à leur disposition tout l'appui dans le souci de la réussite et de la préservation du patrimoine matériel et immatériel de la région.

SKIKDA 3 nouveaux sites ajoutés à la liste de recensement complémentaire des biens culturels

Trois nouveaux monuments de la wilaya de Skikda ont été ajoutés à la liste de recensement complémentaire des biens culturels de la région, apprend-on samedi auprès de la Direction de la culture et des arts.

Il s'agit du barrage romain d'Oued Lemhiguen, dans la commune de Zerda, de la mosquée Sidi Driss, relevant de la commune de Béni Oulbène, et de "Bordj El Miksala", dans la commune de Skikda, précise Hocine Doub, chef du bureau des monuments et sites de cette Direction.

De 17 mètres de long et un (1) mètre de large en pierre taillé, le barrage romain d'Oued Lemhiguen, relevant de la commune de Zerda, est l'un des rares témoins des ouvrages hydrauliques de cette période ancienne dont les eaux étaient exploitées en agriculture d'où l'importance de son inscription sur cette liste.

La mosquée Sidi Driss de Béni Oulbène est constituée de deux édifices séparés.

Le premier est une salle de prière, aux murs et toit effondrés, avec au milieu du mur oriental un minaret de 11 mètres de haut surmonté d'une coupole.

Le second édifice est constitué de deux pièces servant de "Maydha" (salle d'eau), a précisé le même responsable. C'est une des plus vieilles constructions religieuses de la wilaya qui date du milieu du 17^{ème} siècle, indique-t-on de même source, précisant que d'après l'historien français Louis Barter sa construction est intervenue suite à un vœu d'Aziza, épouse de Radjeb Bey qui gouvernait Constantine vers 1666.

Un siècle plus tard, la mosquée a été restaurée par Salah Bey et plusieurs personnalités sont enterrées dans le cimetière mitoyen dont Sidi Bouhnam, un descendant des saints de la région de Sidi Okba dans le Sahara, explique Hocine Doub, avant de relever qu'il s'agit d'un des rares vestiges de la période ottomane.

"Bordj El Miksala", ou le fort de Skikda localement appelé "El Finga" (la guillotine), a été construit sous l'occupation coloniale française en 1843 à 190 mètres au-dessus du niveau de la mer sur 1 km du centre-ville de Skikda, indique le même cadre, soulignant que le nom de ce lieu sinistre qui fut le site d'horribles exactions coloniales perpétrées durant la guerre de libération nationale demeure gravé dans la mémoire des skikdis.

Ces trois sites portent à 42 le nombre des vestiges inscrits sur la liste de recensement complémentaire des biens culturels de la wilaya de Skikda, est-il noté.

APS

GUELMA Remise des clés de 811 logements publics locatifs et location-vente

Les clés de 811 logements des deux formules publics locatifs (LPL) et location-vente réalisés dans plusieurs communes de la wilaya de Guelma, ont été remises samedi.

La cérémonie de remise des clés a été programmée dans le cadre de la commémoration du 3^{ème} anniversaire de la Journée nationale de la Mémoire et le 78^{ème} anniversaire des massacres du 8 mai 1945, a précisé le wali de Guelma Mme Houria Aggoune dans une déclaration à la presse en marge de la distribution symbolique des clés de ces logements, à la grande salle des conférences du siège de la wilaya.

Elle a ajouté que les autorités locales s'emploient, à chaque fois, à faire le lien entre les programmes de

développement et les occasions nationales pour en faire des références dans le but de consolider la relation des citoyens avec leur histoire.

La même responsable a ajouté que ces logements comprennent un quota de 600 unités de la formule location-vente "AADL2" réalisées au pôle urbain appelé la nouvelle ville "Abdelhamid Mehri", à Djebel Onsal (commune d'Oued Zenati), précisant que les logements construits dans ce pôle disposent de toutes les conditions nécessaires pour un cadre de vie agréable notamment en ce qui concerne le raccordement aux réseaux d'eau, d'électricité, de gaz et aménagement.

L'opération a concerné égale-

ment 211 bénéficiaires de logement LPL aux communes d'Ain Benbeida, d'Oued Feragha, de Bouhachana, en plus, a-t-elle ajouté, de la distribution de 39 décisions d'attribution d'aide de l'Etat destinée à l'habitat rural dans plusieurs communes de la wilaya.

A cette occasion, la même responsable a fait part de la programmation d'une deuxième opération de distribution durant le 2^{ème} semestre de l'année en cours portant remise de clés de 3.000 unités de logements tous segments confondus à travers différentes communes de la wilaya.

De 2022 à ce jour, il a été procédé à la distribution de 11.000 logements de différentes formules à Guelma, a rappelé la même responsable.

LE SALON NUMIDE DE L'AGRICULTURE DE CONSTANTINE Signature de 11 accords de partenariat

Onze (11) accords de partenariat ont été signés entre des opérateurs économiques du secteur agricole en marge de la première édition du salon numide de l'agriculture 2023 clôturé samedi à Constantine.

Selon Mahmoud Belbdjaoui, commissaire de la manifestation tenue du 3 au 6 mai à la salle Ahmed Bey, ces accords ont porté sur la fourniture de produits agricoles (semences, fertilisants), la distribution, le suivi de micro-entreprises d'élevage (volailles, ovins, bovins) et l'ouverture de

filiales d'entreprises nouvelles à Constantine.

Ces accords portent aussi sur l'échange d'expériences entre, d'un côté, des chambres de l'agriculture et, de l'autre, des entreprises nationales et étrangères et des universités, ainsi que sur l'assurance contre les risques agricoles et la transformation, a souligné Belbdjaoui. Organisé par la chambre nationale de l'agriculture en coordination avec la chambre de l'agriculture de Constantine et l'entreprise de communication "Advision Algérie", le

salon a connu une affluence record avec plus de 23.000 visiteurs, a souligné son commissaire qui a relevé l'importance de cette manifestation pour la promotion notamment des divers produits agricoles et leur potentiel compétitif.

La manifestation a connu la présentation de communications d'experts et chercheurs algériens et étrangers sur divers thèmes dont la sécurité alimentaire, le développement agricole et les réponses aux changements climatiques, selon la même source.

Pas moins de 153 exposants, dont des représentants d'opérateurs de plusieurs pays dont l'Egypte, la Tunisie, le Qatar, les USA, l'Italie et le Sénégal ont pris part au salon, a précisé son commissaire.

Les stands du salon ont connu l'exposition de divers produits agricoles (légumes et fruits), des fertilisants, des équipements agricoles et d'irrigation, les produits d'emballage, ainsi que la participation de plusieurs entreprises financières et d'assurance en rapport avec le secteur, est-il noté.

COMMERCE

Plus de 2,2 millions d'opérateurs économiques au 30 avril dernier (bilan)

Le nombre d'opérateurs économiques relevant du tissu économique national s'est élevé, au 30 avril dernier, à 2.261.000 entreprises principales et secondaires, selon un bilan de la direction générale de la régulation et de l'organisation des activités relevant du ministère du Commerce.

Ce chiffre est réparti sur 2.031.203 personnes physiques et 230.712 personnes morales, selon le bilan révélé lors des travaux de la rencontre nationale des cadres du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations tenue sous la présidence du ministre du secteur, Tayeb Zitouni.

Le taux d'inscription au registre de commerce électronique a connu une hausse de 72,9 % du nombre des commerçants enregistrés au niveau national avec un total de 1.648.255 détenteurs du registre électronique (1.466.497 personnes physiques et 181.758 personnes morales).

Du premier janvier au 30 avril 2023 le nombre de nouvelles immatriculations au registre de commerce a connu une hausse de 154.867 opérations d'inscription dont 44.210 opérations de modification, 38.596 radiations et deux (2) opérations de réimmatriculation, a précisé la direction dans son bilan.

Pour ce qui est des personnes physiques, il a été enregistré 996.240 inscrits dans le secteur de la distribution en détail (45,99%), 813.969 au secteur tertiaire

(37,57%), la production (272.866 inscrits) soit 12,60% et 78.504 inscrit au secteur de la distribution en gros (3,62%).

Concernant les personnes morales, la direction générale a fait état de 86.878 inscrits dans le secteur tertiaire (32,94%), 84.043 inscrits dans la production (31,87%), 37.484 dans la vente en l'état (14,21%), 27.752 dans la grande distribution en gros (10,52%) et 21.585 inscrits dans le domaine de la distribution en détail (8,18%). Concernant les commerçants ambulants, 39 activités commerciales ambulantes et 39 services ambulants ont été créés pour assurer le service public de proximité, approvisionner les zones d'ombre et créer de nouveaux emplois. Le nombre total de commerçants ambulants a atteint 186.139 commerçants actant dans les services et le commerce, précise le bilan. Au volet régulation et contrôle du marché, le secteur dispose d'un système qui permet un suivi quotidien de l'évolution des prix au niveau du marché, un suivi périodique des niveaux de stockage des matières premières et des produits au niveau des entrepôts relevant aussi bien des



groupes publics que du secteur privé, avec la détermination de la durée de couverture des besoins nationaux.

Le système permet également de définir les zones de stockage, ce qui favorise le traitement de tout éventuel déséquilibre du marché, en coordination avec tous les intervenants dans le système de contrôle des produits agricoles ou alimentaires.

Un système numérique a aussi été mis en place pour encadrer, réguler et approvisionner le marché en matières de produits alimentaires et agricoles à travers la création d'une banque de données et l'identification des capacités de production des intervenants dans ce domaine, à savoir les minoteries et les laiteries publiques ainsi que les unités de transformation pour le raffinage et la production d'huile et de sucre.

Quant aux espaces commerciaux, le secteur compte 52 marchés de gros à travers 40 wilayas, dont 41 relèvent des collectivités

locales, et 9 sont la propriété de l'établissement public économique "Magros", tandis que deux marchés appartiennent à des opérateurs privés. D'autre part, il existe 1502 marchés de détail à l'échelle nationale, dont 742 marchés couverts et 760 marchés de proximité. Quelque 880 marchés sont exploités, (soit 59%), contre 622 marchés inexploités (41%). S'agissant des installations commerciales, le secteur recense 639 marchés hebdomadaires exploités à 89 %, 278 marchés de bétail, 85 marchés spécialisés, 2379 commerces de type "superettes", 138 supermarchés et 30 hypermarchés.

S'agissant des espaces de stockage, l'opération s'est soldée par le recensement de 17706 espaces de stockage répartis sur 9.154 chambres froides et 8.555 entrepôts. Le recensement des espaces de stockage se fait périodiquement et les données sont actualisées par les services extérieurs du secteur à travers un système informatisé dédié à la gestion des espaces de

stockage, contribuant ainsi à la collecte et à la mise à jour rapide de l'information.

Pour les laiteries conventionnées avec l'Office national interprofessionnel du lait (ONIL), le secteur a recensé 117 laiteries dont 15 laiteries publiques, 102 laiteries privées, en sus de 111 laiteries non conventionnées avec l'ONIL.

Les laiteries publiques bénéficient d'un quota mensuel de poudre de lait de 8207 tonnes soit 55 % de la quantité globale, alors que les laiteries privées bénéficient d'un quota mensuel de 6747 tonnes, soit 45 % de la quantité globale. Concernant les préparatifs de la prochaine rentrée scolaire, le secteur a renouvelé les autorisations préalables à l'importation des affaires scolaires au profit de 60 importateurs. Cette opération se poursuit pour atteindre les 100 importateurs restants, en sus de la remise de 79 décisions à 54 producteurs. Il s'agit également de l'organisation des marchés de proximité pour la rentrée scolaire.

TERMINAUX DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Plus de 837.000 opérations pour un montant de 6,7 mds de DA durant le 1^{er} trimestre de 2023

Le nombre d'opérations de paiement électronique à travers les terminaux de paiement électronique (TPE), s'est élevé à plus de 837.000 opérations durant le 1^{er} trimestre de l'année en cours, pour un montant de plus de 6,7 milliards de DA, a fait savoir, jeudi, le directeur général du Groupement d'intérêt économique monétique (GIE Monétique), Madjid Messaoudene.

Se référant aux derniers chiffres du Groupement, M. Messaoudene a indiqué que le nombre d'opérations de paiement électronique à travers les TPE, "s'est élevé à plus de 837.000 opérations durant le 1^{er} trimestre 2023, pour un montant de plus de 6,7 Mds de DA", rappelant que ce chiffre s'était élevé, fin 2022, à plus de 2,7 millions de transactions pour un montant de plus de 19 Mds de DA.

Le nombre total de TPE durant le 1^{er} trimestre de l'année en cours s'est élevé à 49.030 terminaux, soit une hausse de 2.767 TPE, comparativement au nombre enregistré, fin 2022 (46.263 TPE), a-t-il précisé. Le nombre de cartes de paiement électronique, s'est élevé, fin mars, à plus de 14 millions de cartes (CIB et Edahabia d'Algérie Poste), selon M. Messaoudene qui détaillait ce bilan lors d'une journée d'information autour de "l'inclusion financière et changements climatiques", organisée par l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), dans le cadre de la célébration de la Journée arabe de l'inclusion financière.

L'activité de paiement en ligne est, elle, en constante évolution, grâce à l'augmentation du nombre de commerçants adhérant au système de paiement électronique (337 web marchands), soit une hausse de 46 commerçants durant le 1^{er} trimestre de l'année en cours. Selon les chiffres avancés par le GIE, le nombre de transactions a atteint, durant la même période, près de 2,7 millions d'opérations pour un montant de 8,7 mds DA répartis sur les activités de la communication, les transports, l'assurance, les factures, les services, la vente de produits, les sports et loisirs. Le paiement par mobile ouvert "dans une première phase" qu'en intra-bancaire (client d'un même établissement financier) a enregistré, lors du premier trimestre 2023, près de 76 millions de transactions pour un montant de 5,5 mds DA. Quant au transfert de fonds par mobile, 3 millions de transactions ont été enregistrées d'une valeur dépassant les 37 mds DA. S'agissant des retraits opérés sur des ATM (distributeur automatique de billets), le nombre d'opérations a dépassé les 40 millions de transactions d'une valeur de près de 770 mds DA durant la même période de référence. Le parc des distributeurs automatiques comprend 3713 appareils, au premier trimestre 2023, avec une hausse de 55 nouveaux appareils, contre 3658 appareils recensés fin 2022. Créé en juin 2014, le groupe GIE Monétique est composé de 18 banques en plus d'Algérie Poste, auquel la Banque d'Algérie contribue en tant que membre non-adhérant afin de s'assurer de la conformité des systèmes, des outils de paiement et des standards en vigueur. Le GIE monétique supervise le système monétique électronique à travers la généralisation des moyens de E-paiement.

ASSURANCES

Cash Assurances : un chiffre d'affaires record de près de 19 mds DA en 2022 (PDG)

La Compagnie "Cash Assurances" a clôturé l'exercice 2022 avec un chiffre d'affaires record de près de 19 milliards de dinars (mds DA), en progression de plus de 17% comparativement à 2021, a indiqué sa PDG, Widad Belhouchet. Ce chiffre d'affaire record a été réalisé alors que le marché national des assurances n'a évolué que de 5% en 2022, souligne Mme Belhouchet dans un entretien accordé à l'APS. Ainsi, "Cash Assurances a poursuivi sa dynamique soutenue de croissance qu'elle avait regagné depuis 2019, malgré un marché ayant connu un essoufflement significatif, avec moins de 3% de progression durant les cinq dernières années", selon la PDG. La croissance du chiffre d'affaires de la Cash a concerné l'ensemble des segments et varie entre 15% pour les risques d'entreprises et 25% pour les risques des particuliers et professionnels, a-t-elle ajouté.

Avec 13,5% de part de marché, en progression d'un point comparativement à 2021, Cash Assurances consolide sa position de 3^{ème} assureur sur le marché des assurances, selon les prévisions de clôture de l'exercice 2022 communiquées par le Conseil national des assurances (CNA)", explique-t-elle. Tout en consolidant sa position de "leader dans les branches des risques industriels, avec 27% de part de marché, en progression de 3 points comparativement à

2021", Cash Assurances a renforcé sa position "de 2^{ème} plus grande compagnie d'assurance des risques d'entreprises", d'après la PDG. Avec près de 6 mds DA d'indemnités, l'entreprise a réalisé un résultat net en hausse pour la 3^{ème} année consécutive avec plus de 1 mds DA, en progression de 14% comparativement à 2021.

Ces performances techniques et financières "sont le résultat de la confiance renouvelée de nombreuses grandes entreprises nationales et étrangères, activant dans toutes sortes d'activités et à différentes tailles de business, mais aussi de nombreuses PME et de milliers de particuliers", a-t-elle souligné. Le chiffre d'affaires de Cash Assurances devrait poursuivre sa croissance durant les prochaines années, grâce notamment à l'augmentation récente de son capital social de 50%, passant de 10 mds à 15 mds DA, estime Mme Belhouchet précisant que cette opération permettrait à la compagnie de "se donner des moyens supplémentaires pour faire face à ses multiples engagements et une meilleure assurabilité de nos clients". A la faveur de cette recapitalisation, la part du S onatrach dans le capital social de la Cash Assurances passe de 82% à 88%. S'agissant des perspectives de la compagnie, la PDG a fait savoir qu'elle met en œuvre un plan de développement sur cinq années

qui vise notamment à "consolider et asseoir le leadership de Cash Assurances dans le segment des grands risques et de conforter sa place d'acteur de premier plan dans la couverture des risques d'entreprises". Pour ce faire, Cash Assurances compte "constituer un portefeuille encore plus diversifié dans ce segment, à travers des couvertures adaptées et innovantes des risques de moyenne et petite taille pour les PME/PMI et les risques simples en direction des particuliers et des professionnels". La compagnie œuvre, par ailleurs, à améliorer sa gouvernance en développant sa capacité d'adaptation et de résilience, "afin de suivre le rythme d'évolution du marché". "Il s'agit d'améliorer notre modèle d'organisation, en s'appuyant sur un nouveau système d'information fiable et adapté à l'activité et à l'évolution technologique ainsi que les exigences liées à la gestion, dans l'objectif d'optimiser les processus de gestion et réduire les coûts d'exploitation et de commercialisation des produits et, à terme, la dématérialisation des contrats", a-t-elle expliqué. Mme Belhouchet a rappelé, dans ce sillage, la mise en place, en 2021, d'une nouvelle plateforme électronique permettant l'établissement de devis et le paiement en ligne de certains types de polices d'assurances, et ce, dans le cadre d'un plan de digitalisation initié en 2019.

ENERGIE

Le pétrole tente un rebond technique mais échoue, plombé par les banques américaines

Les cours du pétrole ont tenté sans succès un rebond technique jeudi, après un début de semaine cauchemardesque, l'incertitude sur la conjoncture et le secteur bancaire étant trop pesante.



Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet n'a grignoté que 0,23%, pour clôturer à 72,50 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, avec échéance en juin, s'est lui effrité de 0,05%, à 68,56 dollars. La séance a été marquée par un écart brutal peu après l'ouverture, qui a fait chuter le WTI à 63,64 dollars, son plus bas niveau depuis 17 mois. "C'était un +bug+", a estimé John Kilduff, d'Again Capital, le cours se redressant im-

édiatement après. Cet écart brutal, ajouté aux baisses des derniers jours, a provoqué une chasse aux bonnes affaires, qui a permis aux prix de se redresser, a expliqué l'analyste. Même si les prix se sont quelque peu raffermis jeudi, "si, d'un coup, la crise bancaire s'étend, on pourrait encore voir de la volatilité" sur le marché de l'or noir, a estimé Eli Rubin, d'EBW Analytics Group. Après avoir pris quasiment 2% en séance, le WTI s'est ainsi rapidement essoufflé, pour clô-

rer autour de l'équilibre. Le secteur bancaire américain s'est de nouveau retrouvé sous pression jeudi, avec l'établissement régional PacWest particulièrement visé. "Il ne semble pas que la crise des banques régionales va se terminer demain", a renchéri l'analyste. "Et plus ces craintes (sur la solidité du secteur financier américain) se prolongent, plus cela peut peser sur les cours du pétrole", malgré "la solidité des fondamentaux du marché".

BOURSES

L'emploi américain redonne de l'élan aux marchés boursiers

Les marchés boursiers ont repris de l'élan vendredi au terme d'une semaine stressante, portés par un vigoureux rapport sur l'emploi qui illustre la résilience de l'économie américaine mais pourrait encourager la banque centrale américaine (Fed) à continuer de relever ses taux.

Les indices européens ont rebondi notablement, compensant leurs pertes de la veille: Paris a repris 1,26%, Francfort 1,44% et Londres 0,98%. A New York, le Dow Jones a avancé de 1,65%, l'indice Nasdaq s'est élevé de 2,25% et l'indice S&P 500 est monté de 1,85%. Événement du jour, le marché de l'emploi aux Etats-Unis a rebondi de manière inattendue en avril, avec des créations d'emplois en hausse et un taux de chômage en baisse.

Point d'attention particulier pour les investisseurs qui craignent une

spirale inflationniste, les rémunérations ont poursuivi leur ascension en avril, sur un mois, au-dessus des attentes (+0,5% contre +0,3%). Dans ce contexte, tous les yeux seront rivés mercredi sur les chiffres de l'inflation américaine. Si elle reste plus marquée, la Fed pourrait être incitée à ne pas interrompre son cycle de hausse de taux. Dans cette perspective, les taux d'intérêt des dettes des Etats progressaient nettement sur le marché obligataire. Celui de l'obligation allemande à 10 ans valait 2,27% contre 2,18% à la clôture de la veille. Son pendant américain s'élevait à 3,43% contre 3,37% la veille. Le moral des investisseurs a été soutenu par les résultats d'Apple (+4,69%) substantiellement au-dessus des attentes du marché grâce à une légère augmentation des ventes d'iPhone.

Les actions des banques régionales américaines rebondissaient à Wall Street après avoir lourdement chuté la veille, notamment la Californienne PacWest, qui a rebondi de 81,70%. Dans la foulée, les banques européennes sont reparties à la hausse. Intesa Sanpaolo est monté de plus de 3% à Milan après avoir rapporté un bénéfice net supérieur aux prévisions des analystes. A Paris, BNP Paribas a pris 3,49% et Société Générale 2,98%. A Francfort, Deutsche Bank a progressé de 3,16% et Commerzbank de 4,40%. L'équipementier sportif allemand Adidas (+7,97%) a réjoui les investisseurs après avoir annoncé une perte moins lourde que prévu, 39 millions d'euros, l'entreprise étant pénalisée par l'arrêt brutal des baskets Yeezy du rappeur américain Ye, anciennement appelé Kanye West. Du côté du

pétrole et des devises, vers 20H40 GMT, l'euro était quasiment stable face au billet vert, à 1,1019 dollar pour un euro (0,06%).

Les cours du pétrole sont vivement remontés vendredi, galvanisés par le rebond des créations d'emplois, éloignant les craintes de récession et d'une contraction de la demande de brut. Mais les cours du brut restent sur une perte hebdomadaire, après avoir plongé tout au long de la semaine. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet a avancé de 3,86% à 75,30 dollars. Il a revanche perdu plus de 5% depuis le début de la semaine.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juin, a gagné 4,05% à 71,34 dollars mais a lâché quasiment 6% sur la semaine.

ZONE EURO

La BCE relève de nouveau ses taux de 0,25 point

La Banque centrale européenne a de nouveau relevé ses taux d'intérêt jeudi, mais en ralentissant le rythme, tenant compte à la fois du timide repli de l'inflation et de la faible croissance économique en zone euro. Les principaux taux directeurs ont été relevés de 0,25 point de pourcentage, comme attendu par la plupart des analystes après une série de fortes hausses depuis juillet 2022. "L'inflation continue d'être trop élevée pour trop longtemps", a justifié l'institution dans un communiqué. Il s'agit de la septième hausse de taux en dix mois mais du geste le plus modéré de la BCE depuis qu'elle a commencé son tour de vis. Les taux d'intérêt de la BCE se situent désormais dans une fourchette comprise entre 3,25 et 4%, au plus haut depuis octobre 2008. Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'est élevé à 7% en avril dernier, contre 6,9% en mars, selon les estimations publiées mardi par l'Office statistique de l'Union européenne (UE).

BANQUE MONDIALE

Ajay Banga élu nouveau président

Ajay Banga a été élu mercredi à la tête de la Banque mondiale (BM) par son conseil d'administration, a confirmé l'institution dans un communiqué. Le nouveau président devrait prendre ses fonctions le 2 juin, pour un mandat de cinq ans, selon un communiqué de la BM. Candidat des Etats-Unis, dirigeant d'entreprises de 63 ans, l'Américano-indien a assuré, à plusieurs reprises, vouloir donner la priorité, durant son mandat, au financement de la lutte contre le réchauffement climatique et à la réforme de la BM. Traditionnellement, la BM est chassée gardée des Etats-Unis, dont un citoyen a toujours dirigé la Banque depuis sa création, dans la foulée des accords de Bretton Woods en 1944. Mais cette hégémonie était de plus en plus remise en cause, notamment par les grands pays émergents, Brésil, Chine, Inde et Russie en tête, qui souhaitent, depuis plusieurs années, voir leur place dans les institutions financières internationales se renforcer. Dans un contexte de montée des tensions géopolitiques, la décision américaine de proposer la candidature de M. Banga, qui est né et a grandi en Inde, était tout sauf anodine, alors que les Etats-Unis tentent de se rapprocher de l'autre géant asiatique. Dès sa désignation, Ajay Banga s'est lancé dans une tournée mondiale, visant à promouvoir sa candidature et à obtenir le soutien d'un maximum de pays, en particulier émergents et en développement. Outre l'accès aux financements dans un contexte économique difficile, Ajay Banga devra répondre aux attentes sur deux dossiers brûlants et liés: la réforme des institutions financières internationales, à commencer par la BM, et une montée en puissance du financement de la lutte contre le réchauffement climatique.

ETATS UNIS

Enquête sur le rôle de Goldman Sachs dans la faillite de SVB

Les autorités américaines enquêtent sur les activités menées par Goldman Sachs pour le compte de la Silicon Valley Bank (SVB) avant la faillite de cette banque californienne, a révélé Goldman Sachs dans un document boursier publié jeudi. Goldman Sachs coopère et fournit des informations à diverses autorités gouvernementales sur son travail pour le compte de SVB en mars, précise le communiqué, en référence à la période précédant la spectaculaire débâcle de l'établissement spécialisé dans le financement de la tech. Goldman Sachs a été critiqué pour avoir à la fois mené des activités de conseil pour la banque et racheté des titres dépréciés au cours d'une opération qui s'est révélée avoir joué un rôle central dans la faillite de SVB. Les autorités américaines ont pris possession de

SVB le 10 mars, deux jours après un communiqué de la banque annonçant qu'elle cherchait à lever rapidement du capital pour faire face aux retraits massifs de ses clients, perdant notamment 1,8 milliard de dollars sur la vente de titres financiers. Dans le même communiqué, SVB disait avoir chargé Goldman Sachs de lever de l'argent frais. Jeudi, Goldman Sachs a précisé que l'enquête des autorités américaines portait sur "la période pendant laquelle SVB l'a engagée pour lever du capital et où elle lui a vendu un portefeuille de titres". Une vingtaine d'élus démocrates de la Chambre des représentants avaient demandé au régulateur bancaire d'ouvrir une enquête pour déterminer si Goldman Sachs "a fonctionné en toute indépendance dans ses activités de conseil pour SVB".

CHINE

Plus de 2,5 millions de nouveaux emplois pour les diplômés

Près de 2,5 millions nouveaux emplois ont été créés pour les diplômés universitaires chinois grâce à une campagne de promotion de l'emploi, a annoncé samedi le ministère chinois de l'Education. Le ministère a lancé la campagne en novembre dernier, attirant la participation de 2.415 universités et collèges. Lors de la campagne, les autorités de l'éducation de niveau provincial ont été invitées à aider les institutions de l'enseignement supérieur à établir des liens avec les entreprises, en tenant compte des principaux aménagements des établissements universitaires et des demandes de recrutement

des sociétés. Parallèlement, les universités et les collèges sont encouragés à inviter les employeurs à organiser des activités de recrutement sur le campus et à leur offrir

l'assistance nécessaire. Le ministère a ajouté qu'il organiserait un événement spécial d'une semaine en mai pour la promotion de l'emploi, avec davantage d'efforts pour

élargir les canaux d'emploi et fournir des services d'orientation pour les diplômés à la recherche d'une opportunité de recrutement.

Augmentation de 6% de la consommation d'électricité en 2023

La consommation d'électricité en Chine enregistrera une croissance stable en 2023 grâce à la reprise globale de l'économie du pays, selon les prévisions du Conseil de l'électricité de Chine. La consommation d'électricité augmentera d'environ 6% en glissement annuel pour atteindre 9.150 milliards de kilowattheures (kWh), a indiqué le conseil dans un rapport, ajoutant que la croissance devrait s'accélérer

de manière significative au deuxième trimestre de l'année. La consommation d'électricité totale a atteint 2.120 milliards de kWh au premier trimestre, en hausse de 3,6% sur un an. D'ici fin 2023, la capacité installée de production d'électricité du pays devrait dépasser 2,8 milliards de kilowatts, l'électricité produite à partir de sources non fossiles représentant 52,5% du total, selon le rapport.

DROITS DE L'ENFANT

Le réseau "Nada" arrête son programme d'activité pour la période 2023-2028

Le président du Réseau "Nada" pour la défense des droits de l'enfant, Abderrahmane Arar a affirmé samedi que le réseau avait arrêté son programme d'activité en matière d'enfance, pour la période 2023-2028.

S'exprimant lors d'une rencontre avec les coordinateurs de wilaya du réseau "Nada", M. Arar a précisé que le réseau avait tracé les axes de son programme d'action, concernant ses activités de terrain, et ce en collaboration avec l'ensemble des associations et des acteurs du domaine, l'objectif étant de conjuguer les efforts dans le cadre d'une action collective permettant de contribuer à la promotion des droits de l'enfant.

Détailant le programme en question, M. Arar a fait état de l'organisation de sessions de formation au profit des membres du réseau afin de renforcer les compétences et de contribuer efficacement à la protection des droits de l'enfant, notamment dans le contexte des



réalisations accomplies sur le plan législatif et les programmes nationaux mis en

place, pour ne citer que la loi relative à la protection de l'enfant. Le Réseau "Nada"

compte organiser des rencontres de sensibilisation dans plusieurs domaines, notamment sur les bienfaits et les dangers d'internet et des nouvelles technologies, et d'autres sessions pour ancrer la culture des droits de l'enfant, a ajouté M. Arar qui a mis l'accent sur la nécessité de renforcer le partenariat et la coordination entre le réseau "Nada" et les différentes associations, ainsi qu'avec les secteurs et instances activant dans le domaine de l'enfance.

La rencontre a réuni en outre des représentants d'associations nationales et locales membres du Réseau "NADA" qui ont débattu les axes de leurs programmes d'action dans différents domaines en lien avec l'enfance.

AÏN TEMOUCHENT

Faire de la lutte contre la drogue une priorité nationale pour la société civile (Benbraham)

Le Président de l'Observatoire national de la société civile Nouredine Benbraham a appelé, samedi à Aïn Temouchent, à la nécessité de faire de la question de la lutte contre la drogue et les psychotropes une priorité nationale au sein de la société civile et tous les partenaires.

Dans une déclaration aux médias en marge de sa visite dans la wilaya, M. Benbraham a souligné que "l'ampleur des menaces et des risques qui planent sur la ressource humaine et la jeunesse est une réalité et une affaire très dangereuse au vu de ce que nous voyons et suivons quotidiennement à travers les médias, ce qui nécessite de redoubler d'efforts et de faire de la lutte contre les stupéfiants et des substances psychotropes une priorité nationale pour la société civile et tous les partenaires".

Il a également appelé à adopter une approche de communication que les jeunes peuvent assimiler, en activant l'esprit créatif et en s'appuyant sur les technologies modernes et ce que les médias sociaux offrent, soulignant le redoublement des efforts dans le travail de sensibilisation selon une approche de communication moderne.

Lors de sa supervision de l'ouverture du troisième symposium national du Syndicat national des pharmaciens privés à la bibliothèque principale de lecture publique, "Malek Bennabi", M. Benbraham a appelé "toutes les associations, dans toutes leurs composantes, à unir les efforts de protection de la ressource humaine de l'Etat, qui est en danger".

Il a souligné qu'"au début de chaque semaine, plus de 11,5 millions d'Algériens portent leurs cartables pour aller à l'école, ce qui est une richesse humaine" à laquelle un pays voisin essaie de "porter atteinte avec des drogues et des substances psychotropes".

Dans le même cadre, le responsable de l'Observatoire national de la société civile a appelé à lancer une campagne nationale de sensibilisation selon une approche de projet, qui sera à caractère annuel, avec l'implication de tous les acteurs, pharmaciens, imams de mosquées, clubs sportifs, artistes et influenceurs sur les réseaux sociaux.

M. Benbraham a également visité une exposition sur la lutte contre la drogue, qui s'est tenue au niveau du groupement des stades de proximité de la ville d'Aïn Temouchent, qui a connu la participation de la police, de la Gendarmerie nationale, des Douanes, du secteur de la santé, des associations de la jeunesse et sportives. Dans un entretien avec des représentants de plusieurs associations participant à la même manifestation de sensibilisation, le même responsable a réitéré la nécessité de privilégier le travail de proximité et la continuité dans leurs activités de sensibilisation, soulignant que "la protection des jeunes contre divers fléaux sociaux est la priorité des priorités dans le plan de travail de l'Observatoire national de la société civile".

Il a également visité le Centre El Wassit de traitement des toxicomanes à Aïn Temouchent, qui a pris en charge environ 830 cas au cours de l'année écoulée. Le Président de l'Observatoire national de la société civile a salué les efforts déployés au niveau de ce même centre, notant qu'"il y a une grande prise de conscience parmi la population et les institutions gouvernementales de la gravité des menaces et des risques qui sont venus menacer l'intégrité mentale et la sécurité des ressources humaines".

SAISON ESTIVALE 2023

M. Merad insiste sur le respect de la loi lors de l'exploitation des plages

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad a donné, samedi au terme de la réunion de la Commission nationale de préparation et de suivi de la saison estivale 2023, une série de recommandations, dont le strict respect de la loi lors de l'exploitation des plages et le renforcement des capacités d'hébergement.

"Il faut prendre des mesures pour exploiter les plages dans le strict respect de la loi, et contrecarrer fermement les pratiques qui attentent à la tranquillité des estivants", a précisé M. Merad, jugeant nécessaire de "revoir les moyens de renforcement des capacités de l'hébergement, en recourant à d'autres formules en plus de l'hébergement en structures hôtelières". Il a également relevé la nécessité "d'accorder une grande importance à la réhabilitation des structures de jeunes

et récréatives de proximité, ainsi que les piscines de proximité et mobiles, notamment au niveau des wilayas de l'intérieur et du sud, d'adapter leurs horaires d'ouverture selon les spécificités locales, et d'offrir la possibilité de bénéficier de leurs services à toutes les catégories sociales sans exclusion".

"La saison estivale ne se limite pas aux wilayas côtières seulement, en ce sens qu'elle doit couvrir toutes les wilayas riches en ressources naturelles, forestières, thermales, culturelles...etc.", a-t-il souligné.

Au sujet de la communauté nationale établie à l'étranger, M. Merad a insisté sur "le renforcement du processus de simplification en vigueur, outre la coordination et la conjugaison des efforts pour lever les entraves et faciliter le déplacement des membres de la communauté nationale établies à l'étranger vers leur pays et

familles". Il a également insisté sur "l'information des citoyens à l'intérieur et à l'extérieur du pays de toutes les mesures prises et les destinations intérieures disponibles, ainsi que des programmes d'activités via tous les médias en priorisant la sensibilisation en vue d'assurer la sécurité des citoyens".

Dans le même contexte, le ministre de l'Intérieur a souligné la nécessité d'accompagner et d'appuyer le rôle des acteurs de la société civile, notamment les associations locales et les comités des quartiers les impliquant en matière d'animation et de sensibilisation en coordination avec l'Observatoire national de la société civile (ONSC) et du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ)".

Lors de cette rencontre, un exposé a été donné sur le cadre référentiel des opérations inhérentes à l'action de cette commission.

M. Merad insiste sur l'accès gratuit aux plages et les mesures coercitives à l'encontre des contrevenants

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad a insisté, samedi à Alger, sur l'impératif de respecter le principe de "l'accès gratuit aux plages", de lutter contre leur exploitation anarchique et de prendre des mesures coercitives à l'encontre des contrevenants.

Président la cérémonie d'installation de la Commission nationale de préparation et de suivi de la saison estivale de l'année en cours, M. Merad "a relevé l'impératif de respecter l'accès gratuit aux plages, de lutter contre leur exploitation anarchique et toute tentative d'atteinte à la sécurité des estivants, mais également de prendre des mesures coercitives à l'encontre des contrevenants".

A ce propos, il a appelé les corps de sécurité à "prendre les dispositions nécessaires et à renforcer leurs équipes sur le terrain afin d'assurer la sécurité et l'ordre publics, et d'anticiper tout danger de nature à menacer la tranquillité des estivants ou à perturber le bon déroulement de la saison estivale".

Dans ce sens, le ministre a assuré que les pouvoirs publics veillaient à "mettre en place les dispositions et

mesures nécessaires pour un bon début" de la saison estivale 2023, en réunissant "les conditions adéquates qui permettent aux estivants d'apprécier et de bénéficier des atouts et des ressources touristiques" que recèle l'Algérie, et ce, a-t-il souligné, dans le cadre de "l'encouragement du tourisme domestique auquel le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune accorde une attention toute particulière".

M. Merad a fait savoir que "des instructions ont été données aux walis des wilayas côtières en vue de s'assurer de la préparation et de la disponibilité des structures prestataires de services et touristiques", outre la préparation et l'équipement des plages autorisées à la baignade. "En application des instructions du Premier ministre, il a été procédé au lancement d'une adjudication ouverte pour l'octroi de concession d'exploitation touristique des plages dans les wilayas concernées conformément à la réglementation en vigueur", a-t-il soutenu.

Le ministre a en outre souligné la nécessité pour les services de l'environnement et de la santé de "mettre en

place un système de veille, d'alerte et d'intervention permanent, afin de contrôler la qualité de l'eau de mer", et de prendre les mesures nécessaires en temps voulu en cas de pollution qui menacerait la santé des estivants.

Les services de la Protection civile sont appelés à renforcer "les mesures préventives de lutte contre les noyades au niveau des plages, des étendues d'eau et des piscines", a ajouté le ministre.

Il a également appelé tous les membres de cette commission à contribuer "activement" aux efforts de prévention contre les feux de forêts, un dossier qui jouit "d'un suivi particulier à la faveur des mesures objectives" dans le cadre de la Commission nationale de protection des forêts (CNPF) installée la semaine dernière.

En prévision de l'arrivée des membres de la communauté nationale établie à l'étranger pour passer les vacances d'été au pays, M.

Merad a jugé impératif de redoubler d'efforts pour les accueillir dans de bonnes conditions à travers la prise des mesures "adéquates, notamment l'allègement des procédures administratives au niveau des points de passage frontaliers". Les services

centraux des secteurs de la culture, de la jeunesse et des sports sont également appelés à "arrêter un programme riche au profit des jeunes et des familles", a-t-il poursuivi.

Il en est de même pour la fourniture des biens et des services de base très demandés durant la saison estivale dont l'eau et les produits d'énergie", sans oublier "la propriété de l'environnement qui doit être au centre des priorités à travers la prise des décisions nécessaires avec la contribution de la société civile et l'intensification des opérations d'élimination des points noirs et des décharges anarchiques".

La commission doit renforcer l'action de contrôle sur le terrain pour faire face à toute éventuelle menace pour la santé publique à l'instar des maladies à transmission hydrique, les piqûres de scorpions et les intoxications alimentaires, a relevé le ministre.

Dans le cadre de la préparation de la campagne nationale des camps d'été au profit des enfants du Sud et des Hauts Plateaux, M. Merad a appelé "à renforcer les efforts pour la réussite de cette opération et à remédier aux lacunes".

CLIMAT

Le monde doit se préparer à des températures records provoquées par El Nino (ONU)

Le phénomène météorologique El Nino a de fortes probabilités de se former cette année et pourrait faire grimper les températures jusqu'à battre de nouveaux records de chaleur, a mis en garde l'ONU mercredi.

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) estime désormais qu'il y avait 60% de chances qu'El Nino se développe d'ici la fin juillet et 80% de chances d'ici la fin septembre.

L'OMM a souligné que 2016 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée en raison du 'double effet' d'un El Nino très puissant et du réchauffement provoqué par les gaz à effet de serre liés à l'activité humaine.

Les effets d'El Nino sur les températures se font en général sentir l'année suivant l'émergence du phénomène météorologique, son impact se fera probablement plus ressentir en 2024, souligne l'OMM.

"Le monde doit se préparer au développement d'El Nino", a prévenu le chef de l'organisation.

El Nino, est un phénomène climatique naturel généralement associé à une augmenta-



tion des températures, une sécheresse accrue dans certaines parties du monde et de fortes pluies dans d'autres.

Il s'est produit pour la dernière fois en 2018-2019 et a laissé la place à un épisode particulièrement long de La Nina, qui provoque les effets inverses et notamment une

baïse des températures. Le phénomène se produit en moyenne tous les deux à sept ans et dure généralement de neuf à 12 mois. Il est généralement associé au réchauffement des températures de surface de l'océan dans le centre et l'est de l'océan Pacifique tropical. El Nino provoque en

général une hausse des précipitations dans certaines parties du sud de l'Amérique du Sud, du sud des Etats-Unis, de la Corne de l'Afrique et de l'Asie centrale, tandis qu'El Nino peut provoquer de graves sécheresses en Australie, en Indonésie et dans certaines parties de l'Asie du Sud. En dépit de cet effet modérateur, les huit dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées. Sans La Nina, la situation de réchauffement aurait pu être encore pire.

Elle "a agi comme un frein temporaire à l'augmentation de la température mondiale", a déclaré le chef de l'OMM, Petteri Taalas, dans un communiqué.

"Le développement d'El Nino conduira très probablement à un nouveau pic du réchauffement climatique et augmentera les chances de battre des records de température", a-t-il averti.

Le non-respect des objectifs climatiques pourrait être désastreux (Guterres)

Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a mis en garde contre le non-respect des objectifs climatiques qui pourrait être "désastreux".

"Le Groupe d'experts international sur l'évolution du climat dit que dépasser 1,5 degré, même temporairement, pourrait être désastreux", a-t-il déclaré lors de la réunion du Dialogue sur le climat de Petersberg (Allemagne) par liaison vidéo.

Guterres a averti que les températures devraient augmenter de 2,8 degrés

d'ici la fin du siècle si les pays maintiennent leurs politiques actuelles.

Il a appelé à "une coopération plus étroite" pour mettre fin à la dépendance aux combustibles fossiles et a souligné que "les pays industrialisés devraient tenir leurs promesses et fournir un soutien financier aux pays moins développés pour qu'ils investissent dans les énergies propres".

"La crise climatique exige de l'honnêteté.

Nous ne pouvons résoudre les pro-

blèmes que si nous les nommons et les regardons droit dans les yeux", a déclaré António Guterres.

"La vérité est que, sur le climat, nous savons quoi faire, quand le faire et pourquoi.

Mais pendant trop longtemps, nous avons détourné le regard", a-t-il ajouté.

L'Allemagne accueille la conférence de deux jours sur le climat, qui réunit des représentants d'environ 40 pays, pour discuter des mesures concrètes pour surmonter la crise climatique.

ETATS UNIS

Un tireur tue huit personnes dans un centre commercial

Un homme armé qui a ouvert le feu samedi dans un centre commercial de l'Etat américain du Texas a tué huit personnes avant d'être lui-même abattu, ont rapporté les autorités. "(Nous) avons trouvé sept individus décédés sur les lieux. Nous avons

transporté neuf individus à l'hôpital (...) Parmi ceux que nous avons transportés, deux sont morts depuis", a déclaré Jonathan Boyd, chef des pompiers d'Allen, ville située dans le banlieue de Dallas et où a eu lieu la fusillade. Parmi les blessés transportés dans des

hôpitaux voisins, "trois sont en train d'être opérés d'urgence et quatre" sont dans un état stable, selon le chef de pompiers.

Parmi les personnes atteintes par les tirs se trouve un enfant de cinq ans, selon un responsable hospitalier

cité par le média NBC News. Le gouverneur de l'Etat, Greg Abbott, a déploré une "tragédie indicible".

Le président américain Joe Biden "a été informé de la fusillade", a déclaré un responsable de la Maison Blanche aux journalistes.

MEXIQUE

La police délivre 113 migrants prisonniers de criminels

Au Mexique, la police de l'Etat de Sonora, frontalier des Etats-Unis, a délivré samedi 113 migrants de différentes nationalités qui étaient détenus par des criminels, a annoncé le parquet de Sonora.

Les milliers de migrants qui tentent de fuir la violence et la pauvreté pour gagner les Etats-Unis risquent l'enlèvement par des groupes criminels qui les exploitent ensuite.

L'opération de samedi, dans la municipalité de San Luis Rio Colorado, frontalière de l'Etat américain de l'Arizona, était le résultat d'une enquête menée vendredi pour tenter de retrouver 10 citoyens colombiens présumés enlevés.

Parmi les personnes délivrées figuraient des citoyens "du Salvador, du Honduras, de la République dominicaine, de l'Equateur, des Etats-Unis, de l'Inde, du Pérou, du Népal, du

Bangladesh, de Cuba, de Colombie, du Brésil et d'Afghanistan", a précisé le parquet sur sa page officielle Facebook.

Les policiers ont été accueillis par les migrants détenus "avec des applaudissements, des bénédictions et des prières", a ajouté le parquet.

L'opération a également permis d'arrêter cinq criminels, dont deux de nationalité hondurienne.

Le mois dernier, un groupe de 63 migrants originaires de différents pays d'Amérique latine avaient été délivrés par la police dans cette même région.

Egalement en avril, une famille de Colombiens s'est fait tirer dessus lorsque le chauffeur de leur voiture avait refusé de s'arrêter à un barrage de présumés criminels. Deux des occupants de la voiture sont morts.

Les tentatives de migrants pour tenter d'arriver à la frontière avec les Etats-Unis

se sont multipliés ces dernières semaines, car beaucoup espèrent pouvoir enfin entrer aux Etats-Unis avec l'expiration, jeudi prochain, du décret mis en place en 2020 par le gouvernement de Donald Trump qui permettait, pour lutter contre le Covid, de refouler immédiatement les migrants, même s'ils se réclamaient du droit d'asile.

Les autorités mexicaines multiplient les appels pour expliquer aux migrants qu'il ne s'agit que d'un faux espoir et qu'ils ne pourront de toutes façons pas entrer aux Etats-Unis, tandis que cet afflux fait l'affaire des criminels enlevant les migrants.

Mardi, les Etats-Unis ont annoncé déployer 1.500 soldats supplémentaires pour aider à assurer la sécurité à la frontière américano-mexicaine en prévision d'une éventuelle augmentation des tentatives de passage illégaux.

FEUX DE FORÊT AU CANADA 25.000 personnes évacuées

Quelque 25.000 Canadiens ont été contraints de fuir leur domicile après qu'une centaine de feux de forêt ont embrasé la province de l'Alberta (ouest), une situation "sans précédent", a déclaré la Première ministre de la province samedi.

Les autorités ont demandé à des milliers d'autres personnes de se tenir prêtes à partir à tout moment.

Cette province canadienne, l'une des plus grandes productrices de pétrole au monde, et où 103 feux de forêt se sont déclarés ces derniers jours, "a connu un printemps chaud et sec et avec tant de petit-bois, qu'il (a) suffi de quelques étincelles pour déclencher des incendies vraiment effrayants", a constaté Danielle Smith, Première ministre de l'Alberta, lors d'une conférence de presse.

Tous ces facteurs réunis "ont abouti à la situation sans précédent à laquelle notre province est confrontée aujourd'hui".

Environ 122.000 hectares ont brûlé, a-t-elle précisé.

L'Alberta - en pleine période électorale -, et une zone importante de la province voisine du Saskatchewan, ainsi qu'une grande partie des Territoires du Nord-Ouest font actuellement face à un risque extrême d'incendies, selon le gouvernement fédéral.

Drayton Valley, une ville de 7.000 habitants de l'Alberta, fait partie des localités évacuées.

A Fox Lake, dans le nord de l'Alberta, un violent incendie a ravagé 20 maisons, un magasin et un poste de police.

Les habitants ont été évacués par bateau et hélicoptère.

ERUPTION VOLCANIQUE AU GUATEMALA

Levée des évacuations préventives

Les habitants du Guatemala qui avaient dû être évacués jeudi par mesure de précaution en raison de l'entrée en éruption du volcan de Fuego ont été autorisés samedi à rentrer chez eux, ont annoncé les autorités.

"Tout le monde va rentrer chez soi samedi", a indiqué à la presse Rodolfo Garcia, porte-parole de la Coordination pour la réduction des catastrophes (Conred, protection civile).

L'activité volcanique, qui a pris fin vendredi, avait débuté jeudi matin et entraîné des nuées ardentes - mélanges de gaz, de vapeur d'eau et de débris à très haute température qui dévalent les pentes à très grande vitesse -, faisant craindre pour la sécurité des populations environnantes.

Au total, sept villages avaient été évacués et un tronçon de route fermée à la circulation.

Treize refuges avaient été aménagés pour accueillir les habitants évacués.

Aucun mort ni blessé n'a été déploré.

Le 3 juin 2018, une nuée ardente émise par le volcan de Fuego avait enseveli le village de San Miguel Los Lotes, faisant 215 morts et autant de disparus.

D'une altitude de 3.763 mètres, le volcan est situé à seulement 35 km de la capitale.

Lors de sa dernière éruption, en décembre 2022, l'aéroport international de la ville avait dû être fermé, tout comme une route très fréquentée entre la ville touristique d'Antigua Guatemala et le sud du pays.

VIETNAM

Une température record de 44,1 C

Le Vietnam a enregistré un record de température de 44,1 degrés Celsius samedi dans une station météorologique du nord du pays, selon les autorités.

Ce relevé effectué par une station de la province de Thanh Hoa bat le précédent record de 43,4 C et survient un mois seulement après qu'une grande partie de l'Asie du Sud a connu des records de température.

ORAN

Ouverture de tous les hôpitaux en cours de réalisation et leur équipement avant fin 2023

L'ensemble des infrastructures de santé de la wilaya d'Oran en cours de réalisation ou d'équipement seront ouverts comme prévu avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris mardi du wali Saïd Sayoud. Le chef de l'exécutif a indiqué, dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite d'inspection des projets à Oran et à Bir El Djir que les travaux en cours des hôpitaux à Haï Nejma, d'une capacité de 240 lits, des urgences médicales à Oued Tlélat (120 lits), d'El Kerma d'une capacité de 60 lits et Gdyl (240 lits) sont achevés à 100 pour cent.

Dans ce cadre, la Direction de la Santé et de la population devra entamer les procédures nécessaires pour leur équipement.

L'ouverture des hôpitaux de Gdyl et d'Oued Tlélat est prévue le 5 juillet prochain, date coïncidant avec la célébration de la fête de l'indépendance, sachant que les établissements ouvriront, l'un après l'autre, en fonction de leur équipement, avant la fin de l'année en cours, a précisé le wali.

Concernant le projet de l'Institut national du cancer, en cours de réalisation à Oran, M. Sayoud a expliqué que les travaux de réalisation ont atteint un taux de 85%, soulignant que ce dernier dispose d'une structure dédiée aux hospitalisations d'une capacité de 120 lits, laquelle sera équipée de trois accélérateurs pour le traitement aux rayons X des malades cancéreux, en plus d'un service dédié aux travaux de recherche et des études.

Le wali d'Oran, qui s'est enquis des travaux de réalisation de l'annexe du Laboratoire national de contrôle des produits pharmaceutiques, a fait remarquer que les gros œuvres ont dépassé les 90%, faisant observer que les travaux d'aménagement et d'achèvement des œuvres secondaires (techniques) seront lancés, prochainement, et que l'équipement de cette structure coïncidera avec la rentrée sociale prochaine. Par ailleurs, Saïd Sayoud s'est rendu au chantier des travaux du projet d'assainissement de la cité 5.100 logements à Belgaid, connue comme collecteur des eaux pluviales, ce qui l'a conduit à prendre la décision de réaliser des tranchées d'une profondeur de 14 mètres pour la pose de la canalisation des eaux usées, soulignant que le projet sera achevé en juillet prochain.

Sur un autre registre, le wali d'Oran a appelé les citoyens qui ont introduit des recours liés au logement public locatif, dans la commune d'Arzew, à introduire leurs recours huit jours avant l'expiration des délais fixés, assurant qu'ils seront tous étudiés afin que chacun puisse être rétabli dans ses droits.

EL BAYADH

Des consultations médicales en ophtalmologie pour plus de 1.000 élèves (direction)

Le secteur de l'éducation de la wilaya d'El Bayadh a programmé des consultations médicales spécialisées en ophtalmologie pour plus de 1.000 élèves des trois cycles d'enseignement, a-t-on appris, samedi auprès de cette direction.

Cette opération médicale de solidarité a été lancée, vendredi au niveau de l'Etablissement public de santé de proximité de Haï Tawfir au chef-lieu de la wilaya, en collaboration avec la Direction de la santé et la population, l'Association des amis du malade et la Fédération de wilaya des parents d'élèves.

Cette initiative, qui entre dans le cadre de la promotion de la santé scolaire et la prise en charge des élèves scolarisés, a vu la mobilisation de tous les moyens humains et matériels pour sa réussite, à l'instar de la mobilisation de plusieurs médecins spécialistes en ophtalmologie du secteur privé bénévoles de plusieurs wilayas du pays.

Cette opération de solidarité a bénéficié, lors de la première journée, à plus de 120 élèves, qui ont subi des examens ophtalmiques, sachant que l'opération touche, ce samedi, plus de 200 élèves, alors que le restant des élèves ciblés bénéficiera d'auscultations, dans les prochains jours, selon un calendrier élaboré en collaboration avec différents partenaires de cet élan de solidarité.

La mutuelle des accidents scolaires du secteur de l'éducation contribuera à fournir des lunettes médicales, à titre gracieux, aux élèves issus de familles nécessiteuses, a-t-on indiqué.

SALON DE LA SANTÉ "SIMEM" À ORAN

Des conférences dédiées à la simulation chirurgicale au programme du SIMEM

Des conférences dédiées à la simulation chirurgicale, une première en Algérie, sont au programme de la 25^e édition du Salon de la santé "SIMEM" ouvert mercredi à Oran, a-t-on appris des organisateurs.

Il s'agit d'un programme initié par la start-up "Anatomis", partenaire des journées scientifiques du SIMEM, qui s'étalera sur deux jours et sera consacré à des simulations chirurgicales dans différentes spécialités, dont la gastrologie, la chirurgie viscérale, la neurochirurgie et l'ORL, a précisé Pr.

Chiali Hakim, gérant associé de la start-up.

Le programme prévoit des conférences jeudi et samedi matin, alors que les ateliers pratiques sont programmés dans l'après-midi, a-t-on indiqué de même source, soulignant que les rencontres sont ouvertes aux praticiens de la santé et aux étudiants en médecine.

La 25^e édition du Salon international "SIMEM" a ouvert ses portes mercredi, avec la participation de plus de 200 exposants présentant des produits et équipements de quelque 500 firmes d'une trentaine de pays.

Le président de la commission de la santé au niveau du Conseil national économique, social et environne-



mental (CNESE), Pr Mustapha Khiati, qui a présidé la cérémonie d'ouverture du salon, a mis l'accent sur l'importance de se mettre au diapason de toutes les avancées technologiques, notamment dans le domaine de la santé.

"Un tel événement permet de découvrir les nouveautés dans le domaine médical.

Ces avancées nous seront imposées un jour ou un

autre", a-t-il déclaré dans ce sens. Ce salon regroupe, comme chaque année, des exposants dans divers domaines de la santé, comme l'imagerie médicale, les laboratoires d'Analyse, les dispositifs médicaux, le mobilier hospitalier, les salles opératoires, l'instrumentation, les consommables, l'hygiène hospitalière, la numérisation, la formation médicale, les publica-

tions spécialisés et les services financiers.

Les organisateurs ont, par ailleurs, préparé un riche programme de conférences et journées scientifiques comportant 44 communications, 16 ateliers de formation et quatre symposiums, ce qui permettra d'aborder et de débattre des progrès réalisés et des recherches dans pas moins de 25 spécialités médicales.

Un projet pour la fabrication locale de tables radiologiques (société)

La société algérienne de droit privé "Oriental médical équipement" travaille sur un projet pour la fabrication locale de tables radiologiques, avec pour objectif d'augmenter graduellement le taux d'intégration, a indiqué son gérant, Roubah Samir.

Cette entreprise, qui produit et distribue plus de 5.000 articles médicaux et électro-médicaux dans 36 wilayas, ambitionne de réduire le coût des tables radiologiques de 40%, par rapport à celle importées, a-t-il assuré dans une

déclaration à l'APS, en marge du salon de la santé SIMEM, qui se clôture samedi à Oran.

Cette société, implantée à Sétif, Oran et Alger, a déjà fabriqué un prototype de ces tables, avec une partie mécanique 100% made in Algeria et une partie électronique importée, avec des perspectives de développer sa fabrication en partenariat avec les universités de Sétif et Bordj Bou Arreridj. "Nous avons placé dans le prototype un générateur importé, mais nous avons signé des

conventions avec les universités de Sétif et de Bordj Bou Arreridj pour développer ces générateurs à l'échelle locale", a-t-il précisé.

Le projet est toujours dans la phase expérimentale, en attendant d'accomplir toutes les démarches administratives pour pouvoir commercialiser ces tables radiologiques, a expliqué M. Rouabah, ajoutant qu'il s'agit de plusieurs démarches, entre homologation, conformité, dépôt de marque, entre autres.

BISKRA

Les projets programmés, un prélude à la création d'un pôle sanitaire universitaire dans la wilaya (ministre)

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi a affirmé mardi à Biskra que les projets et les infrastructures programmés par son secteur sont un prélude à la création d'un pôle sanitaire universitaire dans la wilaya.

Intervenant lors de l'exposé présenté sur le secteur à la salle des réunions de la wilaya, le ministre a indiqué que son département a œuvré à programmer et réaliser de nouvelles structures sanitaires pour consolider les capacités du secteur en prévision de la création future d'un pôle sanitaire universitaire à Biskra.

Le ministre a précisé que les projets retenus pour la wilaya sont la réalisation d'un hôpital de 240 lits avec un service d'Oncologie dans la ville de Biskra, d'un hôpital de 60 lits à El Kantara en plus de l'extension de certains services des établissements hospitaliers qui favoriseront à l'avenir l'organisation des stages des étudiants



en médecine et le travail des médecins spécialistes du futur pôle sanitaire universitaire.

M. Saïhi a salué les efforts déployés localement par le secteur et a annoncé la prochaine élévation de 97 salles de soins en centres sanitaires assurant des consultations, des soins paramédicaux avec une unité maternité et enfance pour généraliser les prestations sanitaires à toutes les localités de la wilaya. Il a également

porté l'accent sur l'avancée faite en matière de numérisation du secteur qui permet d'importantes économies en matière d'utilisation du papier, l'accès du malade au service sanitaire, la consultation du dossier du patient depuis n'importe quel hôpital et l'économie du recours à de nouveaux examens.

Le ministre qui était accompagné du DG de l'Institut Pasteur, Faouzi Derar, et du DG

de la Pharmacie centrale, Samir Ferhat a affirmé que compte tenu de la spécificité de la région et des cas de piqures scorpionniques, les quantités nécessaires de sérum et vaccins ont été fournies, faisant état d'un projet à lancer début 2024 de formule contractuel de recrutement de médecins spécialistes pour couvrir le déficit enregistré dans les régions du Sud du pays.

Il a noté à cet effet que la wilaya de Biskra a bénéficié d'un renforcement par 184 médecins spécialistes.

Le ministre a visité le centre Emir Naïf de néphrologie et posé la première pierre du projet d'hôpital 240 lits dans la capitale des Ziban dont le délai de réalisation a été fixé à 32 mois.

Il s'est également enquis du projet de numérisation du secteur à la policlinique de la commune de Branis (15 km au Nord-est de Biskra).

KENYA

Une stratégie pour éradiquer la malnutrition d'ici à 2027

Le ministère kényan de la Santé a dévoilé jeudi une stratégie globale visant à multiplier les efforts déployés par le pays pour éradiquer la malnutrition d'ici à 2027.

Le Kenya dispose de connaissances scientifiques avancées, d'une bonne volonté politique et de ressources suffisantes pour aider à éliminer la malnutrition qui affecte une partie importante de la population, a indiqué Susan Nakhumicha, secrétaire du cabinet du ministère de la Santé.

"Notre gouvernement s'est engagé à éliminer la malnutrition sous toutes ses formes d'ici cinq ans", a fait remarquer Mme Nakhumicha lors d'une réunion sur l'amélioration de la nutrition qui s'est tenue dans la ville côtière de Mombasa.

Elle a noté que l'octroi de subventions pour les engrais et la revitalisation des sys-



tèmes d'irrigation seraient essentiels pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays, en proie aux aléas climatiques.

Mme Nakhumicha a indiqué que le ministère de la Santé collaborait avec le ministère du Travail et de la Protection sociale pour mettre en œuvre un projet baptisé "Amélioration de la nutrition grâce

à l'argent liquide et à l'éducation à la santé".

Le Kenya a fait des progrès significatifs dans la réduction de la malnutrition au cours des deux dernières décennies, a fait remarquer la même responsable, ajoutant que la proportion d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance est passée de 35 % en 2003 à 18 % en 2022.

L'OMS prend des mesures pour lutter contre les urgences de santé publique au Kenya

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a lancé vendredi une initiative pour faire face aux urgences de santé publique au Kenya, en mettant l'accent sur la détection, l'évaluation et la réponse rapides et efficaces aux épidémies.

La préparation et la réponse aux urgences "doivent renforcer la stratégie des pays africains pour prévenir, se préparer, détecter et répondre aux urgences sanitaires", a dit

Abdourahmane Diallo, représentant de l'OMS au Kenya, lors d'une conférence de presse à Nairobi, la capitale kényane.

Dans le cadre de cette initiative, l'OMS fera don de véhicules d'intervention d'urgence au ministère kényan de la Santé et à plusieurs comités afin de renforcer la capacité d'intervention d'urgence de ce pays d'Afrique de l'Est.

M. Diallo a indiqué que le Kenya fait partie des 17 pays

pilotes d'Afrique où la préparation et la réponse aux situations d'urgence sont mises en œuvre.

Il est prévu que 80 % des pays africains disposent d'un financement durable de la sécurité sanitaire et que 90 % d'entre eux soient en mesure de mobiliser une réponse efficace aux urgences publiques dans les 24 heures suivant leur détection. L'initiative, a-t-il expliqué, appliquera égale-

ment l'utilisation de systèmes électroniques pour détecter les urgences de santé publique et y répondre de manière plus efficace. L'OMS forme 120 équipes multidisciplinaires d'intervention rapide au Kenya pour les urgences actuelles et futures.

Ces équipes doivent rejoindre plus de 3.000 équipes réparties dans toute l'Afrique, qui peuvent être déployées dans les 24 heures en cas d'urgence de santé publique.

ENQUÊTE SUR LA FALSIFICATION DE CERTIFICATS DE VACCINATION COVID AU BRÉSIL La police brésilienne perquisitionne le domicile de l'ex-président Jair Bolsonaro



La police fédérale brésilienne a perquisitionné mercredi le domicile de l'ancien président Jair Bolsonaro et saisi son téléphone portable dans le cadre d'une enquête sur la falsification présumée des certificats de vaccination contre la COVID-19. Au cours de l'opération, les agents ont également arrêté l'assistant de M. Bolsonaro, le lieutenant-colonel Mauro Cid, ainsi que deux de ses agents de sécurité.

M. Bolsonaro a confirmé aux journalistes la perquisition à son domicile de Brasília et a nié tout rôle dans la falsification de documents, réaffirmant qu'il n'avait jamais pris de vaccin contre la COVID. La police fédérale a exécuté au total 16 mandats de perquisition et d'arrêt, ainsi que six ordres de détention préventive, à Brasília et à Rio de Janeiro, a-t-elle indiqué dans un communiqué.

L'enquête porte sur l'insertion présumée de fausses données de vaccination dans les bases de données du ministère de la Santé entre novembre 2021 et décembre 2022.

La Cour suprême fédérale supervise l'enquête sur les chefs d'accusation, qui comprennent la violation de la réglementation sanitaire et la participation à des associations criminelles.

COVID-19

Les systèmes de santé, dans le monde, commencent à se remettre de la pandémie (OMS)

Les systèmes de santé dans une grande partie du monde ont commencé à montrer les premiers signes de reprise après la pandémie de Covid-19, selon un nouveau rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

"Il est encourageant que les systèmes de santé de la plupart des pays reprennent les services de santé essentiels pour des millions de personnes qui ne les ont pas reçus pendant la pandémie", a déclaré le porte-parole de l'OMS,

Rudy Eggers. "Mais nous devons veiller à ce que tous les pays continuent de rattraper leur retard et de reconstruire les services de santé et, sur la base des enseignements tirés, de construire des systèmes de santé plus résilients pour l'avenir", a-t-il ajouté.

Au début de 2023, les pays signalaient moins de perturbations des services de santé essentiels, indique le rapport.

Dans les 84 pays du monde où les tendances en matière

de santé peuvent être suivies, les interruptions de service sont passées d'une moyenne de 56 % en juillet-septembre 2020 à 23 % en novembre 2022-janvier 2023.

En particulier, de nombreux pays ont été en mesure de rétablir au moins partiellement la fourniture de services de santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile, ainsi que la vaccination et la protection de la population contre les maladies infectieuses (y compris le paludisme et le VIH).

L'OMS ne désigne plus le Covid-19 comme urgence de santé publique de portée internationale

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne considère plus le Covid-19 comme une pandémie, a déclaré vendredi le directeur général de l'organisation, Tedros Adhanom Ghebreyesus. Hier, le Comité d'urgence s'est réuni pour la 15e fois et m'a recommandé de déclarer la fin de l'urgence de santé publique de portée internationale.

J'ai accepté ce conseil.

C'est donc avec un grand espoir que je déclare Covid-19 terminé comme une urgence

mondiale urgence sanitaire", a indiqué le chef de l'OMS lors d'un point de presse.

Le responsable a souligné que le Covid-19 constitue toujours une menace pour la santé de la population humaine.

Au moins 20 millions de personnes sont mortes du Covid-19 depuis le début de la pandémie en 2020, a précisé le chef de l'OMS. "Près de 7 millions de décès ont été signalés à l'OMS, mais nous savons que le bilan est plusieurs fois plus élevé - au moins 20 millions",

a ajouté Ghebreyesus. Les experts consultés par le directeur général ont jugé qu'il était temps de passer à une gestion à long terme de la pandémie de Covid-19 malgré les incertitudes qui subsistent sur l'évolution du virus.

Le plus haut niveau d'alerte de l'organisation avait été décrété le 30 janvier 2020, quelques semaines seulement après la détection en Chine des premiers cas de cette nouvelle maladie virale respiratoire contre laquelle n'existait alors aucun traitement spé-

cifique. Mais il avait fallu attendre que le patron de l'OMS parle de pandémie en mars 2020 pour qu'États et populations prennent conscience de la gravité de la situation et que des mesures sanitaires parfois très contraignantes - jusqu'à de long mois de confinement - soient mises en place.

Le SRAS-CoV-2 avait alors déjà bien entamé son voyage mortel qui allait le voir émerger très rapidement dans le monde entier.

Une vaste étude relativise le lien entre vaccins Covid et troubles menstruels

Il est très difficile d'établir un lien entre les vaccins anti-Covid et la survenue de troubles menstruels majeurs, conclut jeudi l'une des plus vastes études en date sur un sujet faisant l'objet de nombreuses interrogations depuis le début des campagnes de vaccination.

Il n'y a pas de "base solide à un lien de cause à effet entre la vaccination contre le SARS-CoV-2 et le fait de consulter pour un trouble ou des saignements menstruels", concluent les auteurs de cette étude publiée dans le British Medical Journal (BMJ).

Ce travail s'est basé sur les données de santé de quelque trois millions de Suédoises, soit 40% de la population féminine du pays, ce qui en fait une étude d'une ampleur rare sur un sujet qui manque encore de réponses tranchées.

Depuis le début des campagnes de vaccination anti-Covid, voici près de deux ans et demi, de nombreuses

femmes ont fait état de perturbations dans leurs cycles menstruels. Sur la base de ces déclarations, l'Agence européenne du médicament (EMA) a notamment fini par inclure la présence de saignements menstruels importants comme effet secondaire possible des vaccins à ARN messager, ceux de Pfizer/BioNTech et Moderna.

Néanmoins, il s'agit de troubles déclarés individuellement par les patientes. Or, les troubles menstruels peuvent provenir d'une multitude de facteurs et le déroulement des règles est très variable d'une femme à l'autre.

L'étude du BMJ est donc l'une des premières études de grande ampleur qui essaient de préciser la probabilité d'un lien de cause à effet entre vaccination et troubles menstruels. Elle ne va pas dans ce sens. Chez les femmes en âge d'avoir leurs règles, aucun lien clair n'apparaît entre le fait d'avoir été vaccinée - par Pfizer/BioNTech, Moderna ou AstraZeneca

- et celui d'avoir ensuite consulté un professionnel de santé pour un trouble du cycle menstruel.

Ces résultats se basent toutefois sur le fait d'avoir sollicité une telle consultation. Ils ne peuvent donc rendre compte de troubles menstruels qui n'auraient pas donné lieu à un contact avec un soignant. "Ce que nous montrons, c'est que s'il y a des troubles, ils ne semblent pas assez graves pour que les femmes consultent un médecin", a commenté auprès de l'AFP Rickard Ljung, l'un des principaux auteurs de l'étude.

Par ailleurs, chez les femmes ménopausées, l'étude établit une légère association entre la vaccination et le fait d'avoir consulté pour des saignements. Toutefois, cette association est "faible et non uniforme" et, dans le détail, ne cadre pas forcément avec l'hypothèse d'un lien de cause à effet, jugent les chercheurs.

5 ALIMENTS QUE VOTRE DENTISTE NE MANGE PAS

Pour éviter les caries et préserver la bonne santé des dents, nous savons qu'il faut éviter les bonbons. Mais certains aliments sont également des ennemis pour vos dents.

Les muffins, cookies et autres petits gâteaux

Les bactéries présentes dans la bouche transforment tous les sucres en acide. Or, dès que votre salive devient acide, elle dissout le calcium présent dans l'émail dentaire : c'est ce qu'on appelle la déminéralisation. À la longue, vous finissez par perdre un nombre suffisant d'éléments structurants dans vos dents pour qu'il s'y produise... une carie ! C'est pourquoi les bonbons ne sont pas les seuls sucres à bannir de votre alimentation. Mais si vous ne pouvez pas vous empêcher de craquer pour un petit gâteau à l'heure du goûter, buvez ensuite un grand verre d'eau.



Les sodas

Vous vous dites qu'un soda light, donc sans sucre, ne peut pas être mauvais pour vos dents ? Que nenni ! Un soda reste un soda, donc une boisson dont l'acidité équivaut à celle d'un jus de citron ! Aussi, pour éviter que la boisson ne reste trop longtemps en contact avec l'émail de vos dents, buvez-la avec une paille. Idéalement, il faudrait même boire un verre d'eau tout

de suite après avoir terminé votre canette de soda ! Mais surtout, ne jamais se laver les dents dans l'heure qui suit car l'émail, déjà fragilisé par l'acidité du soda, risque de s'abîmer encore plus.

Les fruits séchés

Les fruits séchés sont, certes, d'excellents coupe-faim, mais ils ont tendance à rester collés sur les dents. Or, dès que

quelque chose colle à vos dents, votre salive n'a plus accès à cette surface pour neutraliser l'acide ou la reminéraliser, et vous perdez du calcium. Si vous devez manger un aliment qui entre dans cette catégorie, brossez-vous les dents après.

Le pain de mie

Le pain de mie (et les féculents) joue aussi un rôle dans l'apparition des caries. Quand les amidons du pain se mélangent à l'amylase, un enzyme de la salive, il se forme un bain acide qui érode l'émail et rend les dents plus exposées. Par ailleurs, manger du pain trop mou entraîne une perte de densité osseuse au niveau de la mâchoire.

Le café

Associé à la caféine, le sucre que vous mettez dans votre café se transforme en véritable agresseur pour l'émail de vos dents car son acidité est renforcée par la caféine. En revanche, le thé, lui, est une boisson excellente pour lutter naturellement contre les caries. La présence d'antioxydants agit efficacement contre la formation de la plaque dentaire et aide à lutter contre les attaques des bactéries.

Orthodontie : comment limiter les risques de carie

Lorsqu'un enfant doit porter un appareil, les risques de caries augmentent car les bagues favorisent l'accumulation de débris alimentaires. Les conseils d'hygiène du Dr Edith Lejoyeux, de la Fédération française d'orthodontie.

Quel que soit l'âge du patient qui entreprend un traitement d'orthodontie, et quel que soit le type d'appareil (amovible ou fixe), l'hygiène buccale doit être une préoccupation constante. Si l'hygiène est mauvaise ou le brossage insuffisant, il y a risque de voir apparaître sur les dents de petites plaques blanchâtres, qui sont des zones de déminéralisation. Si le processus continue, ces plaques de déminéralisation, indélébiles et disgracieuses, se transforment en caries.



Frotter les dents et la gencive

Toutefois, si le traitement orthodontique est bien conduit et que les règles d'hygiène sont respectées, il n'y a pas de risque accru de caries. Quelques gestes permettent de limiter les risques :
- Les attaches que les orthodontistes utilisent actuellement sont miniaturisées, ce qui rend le brossage plus facile. Mais il faut penser à frotter non seulement les dents mais aussi la gencive.
- Il faut utiliser une brosse à dents « orthodontique » avec, en plus, des brossettes spéciales interdentaires et surtout faire des détartrages réguliers en cours de traitement.

- L'utilisateur d'un révélateur de plaque dentaire permet de visualiser les zones mal brossées.

- Avant le traitement, demandez à votre orthodontiste de coller les bagues avec un ciment comportant du fluor « relargable ».

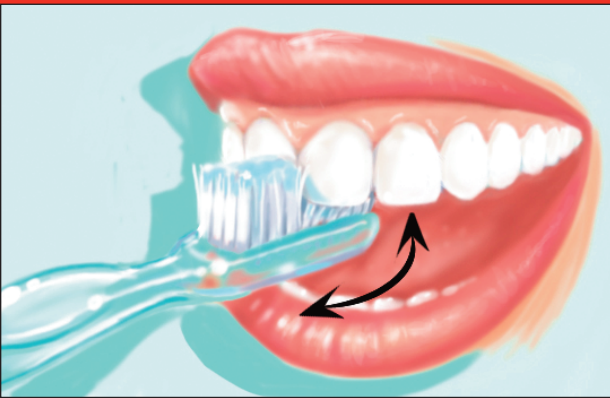
Enfin, n'oubliez pas de faire un contrôle de carie tous les 6 mois chez votre dentiste habituel, en plus de votre traitement d'orthodontie.

A long terme, le traitement orthodontique a même un effet de « prévention des caries » car il permet souvent de prendre de bonnes habitudes d'hygiène. En outre, l'alignement obtenu favorise un meilleur brossage : il n'y a plus de recoins inaccessibles.

Deux brossages par jour c'est suffisant

Se brosser les dents deux fois par jour seulement : c'est la nouvelle recommandation de l'Union française pour la santé bucco-dentaire (Ufsbd) dévoilée en exclusivité ce matin sur l'antenne de RTL. Depuis 10 ans, les dentistes ne cessaient de répéter qu'il fallait se brosser les dents au moins trois fois par jour pour conserver des dents en bonne santé. Une recommandation suivie par seulement un Français sur quatre. L'UFSBD a donc décidé de revoir ses préconisations et de les adapter à notre mode de vie : dorénavant, ce sont deux brossages quotidiens (matin et soir) qui sont recommandés car la plaque dentaire met 12 heures à se former. Mais ne croyez pas vous en tirer à bon compte : un brossage de moins c'est une chose. Mais les dentistes insistent sur la

durée du brossage : celui-ci doit durer au moins deux minutes à chaque fois (et non entre 43 et 50 secondes comme c'est le cas aujourd'hui pour la plupart d'entre nous) et chaque soir, il faut compléter le brossage avec un passage de fil dentaire ou un jet d'hydropulseur. Pour remplacer le brossage des dents du midi, peu pratique quand on travaille, l'Ufsbd recommande de mâcher un chewing-gum sans sucre après le repas. Le fait de mastiquer du chewing-gum va permettre de produire une salive plus chargée en bicarbonate donc plus apte à lutter contre les attaques acides des aliments et notamment des sodas. Pour optimiser les deux brossages quotidiens, l'Ufsbd recommande également de passer à la brosse à dents électrique car celle-ci est plus



efficace qu'une brosse à dents manuelle pour éliminer la plaque dentaire et réduire les inflammations des gencives.

Comment réparer vos gencives abîmées ?

Quand on a un sourire qui découvre beaucoup les dents, l'état des gencives se remarque. Il doit donc être impeccable. Comment faire quand nos gencives sont légèrement abîmées ?

Gencives : un détartrage approfondi

Des gencives saignant un peu lors des règles, c'est banal. Mais si cela se produit à chaque brossage et que les gencives restent rouges, c'est une inflammation qui fait le lit de la maladie parodontale. Avec le risque, quelques années après, que les gencives remontent et que les dents se déchaussent.

Si vos gencives sont en permanence rouges et gonflées, le détartrage de base que vous propose votre dentiste ne suffit pas. Un geste plus profond, qui consiste à aller nettoyer sous les gencives, est nécessaire. Prévoir en général deux à quatre séances, sous anesthésie locale.

Avantage : Ce n'est pas une partie de plaisir, mais c'est la seule façon d'assainir des gencives malades qui, en plus d'être « voyantes », risquent à terme de ne plus maintenir correctement les dents.

Gencives : quand elles sont rétractées

Lorsque les gencives se sont rétractées, elles ne redescendent plus toutes seules. La solution : combler le manque par des lambeaux d'assainissement. Pratiqué sous anesthésie locale, ce geste s'effectue en deux temps : on décolle la gencive, puis on introduit dessous du tissu conjonctif prélevé dans le palais. Les fils sont retirés au bout de huit jours. Il ne faut surtout pas fumer car cela retarde la cicatrisation. Cette chirurgie n'est possible que sur un terrain sain, ou trois mois après l'élimination de la plaque gingivale par un détartrage profond.

Avantage : Le résultat est esthétique. Un gain de plusieurs millimètres peut être obtenu.

Soignez le maquillage des lèvres

Un joli sourire, c'est aussi des lèvres charnues et bien dessinées. Pour les colorer à votre avantage, vous pouvez :

- Ourler avec un crayon couleur peau celles qui sont un peu minces ;
- Choisir un gloss bien brillant pour optimiser leur volume ;
- Éviter le rouge à lèvres brun ou orange si vos dents ont jauni, ces deux couleurs accentuent ce défaut ;
- Préférer un rouge brillant et soutenu pour les faire paraître plus blanches.

Quand il faut remodeler

Un brossage trop énergique pendant des années, avec une brosse trop dure, peut entraîner une rétraction des gencives vers la base des dents.

La solution : un remodelage gingival. Il consiste à découper une bande de gencive et à l'allonger de quelques millimètres. Un geste effectué, sous anesthésie locale, au cabinet d'un spécialiste. Mais si la gencive manque entre les dents, aucune technique de greffe n'est possible. Seule solution : utiliser un artifice prothétique pour rendre les dents plus larges.

Fatigue : et si cela venait de vos dents ?

Avec les milliards de bactéries qu'elle contient, la plaque dentaire ne se contente pas d'abîmer dents et gencives. Elle peut aussi être source de fatigue. Une raison de plus pour l'éliminer régulièrement.

Attention à la plaque dentaire

Eh, oui, la plaque dentaire peut fatiguer ! D'ailleurs, certains sportifs effectuent régulièrement des détartrages pour conserver de bonnes performances. "En faisant enlever les milliards de bactéries qui peuvent envahir leur bouche, ils retrouvent des défenses immunitaires plus efficaces, moins concentrées sur une seule partie du corps", explique le Dr Bochin, dentiste.

Naturellement, la plaque dentaire est surtout responsable d'ennuis au niveau du parodonte, nom donné à l'ensemble des tissus qui soutiennent la dent.

Éliminer le tartre à la maison

Le tartre, un dépôt incolore et extrêmement collant, se forme nuit et jour à partir de la salive. On en trouve principalement derrière les incisives inférieures, à la sortie des canaux des glandes salivaires sous-maxillaires et sublinguales. Il s'accumule aussi sur les prothèses et les appareils dentaires. Les bactéries fixant le calcium de la salive, il se calcifie peu à peu pour former la plaque dentaire. Différents pigments contenus dans les boissons (thé, café), les aliments (myrtilles) et le tabac (nicotine) peuvent la colorer.

Un brossage régulier deux fois par jour

Ces brossages quotidiens limitent la formation du tartre. Mais le chewing-gum sans sucre peut ponctuellement le remplacer. Les poils de la brosse doivent être suffisamment souples pour se plier et atteindre le sillon gingival. Si vous utilisez une brosse électrique, n'appuyez pas trop fort ni trop longtemps : l'émail risque de s'user.

Le brossage peut être complété par l'emploi d'un hydropulseur, un jet dentaire qui envoie de l'eau et de l'air entre les dents, sous les gencives (en vente en pharmacie). Bros-



settes interdentaires et bains de bouche sont réservés aux patients qui souffrent de maladies parodontales.

Attention à vos gencives

Si vos gencives deviennent rouges et gonflées, saignant facilement, vous souffrez de gingivite, une inflammation.

Avec un détartrage chez le dentiste et un brossage triquotidien efficace - au moins trois minutes - le mal disparaîtra. Sinon, vous risquez une parodontite : des poches remplies de plaque dentaire se forment entre la dent et la gencive. Il faut alors gratter la racine le long de ces dépôts, sous anesthésie locale. La parodontite peut provoquer des complications à distance chez les personnes fragiles, car les bactéries passent dans le sang. Celles-ci peuvent entraîner des réactions inflammatoires,

être la cause de tendinites ou de rejets de greffe osseuse, au niveau de la hanche ou du genou. Autre conséquence possible : des infections graves chez les porteurs de valves cardiaques artificielles.

Pourquoi soigner la parodontite

Une parodontite non traitée peut aboutir à un déchaussement des dents. Seul un curetage des racines en profondeur (surfaçage radiculaire) est en mesure d'arrêter la progression de la maladie, mais l'os atteint ne repoussera pas. Si ce geste chirurgical n'est pas effectué, la dent devra être remplacée. Pour éviter ces désagréments (esthétiques et financiers), il est impératif de respecter les règles d'une bonne hygiène dentaire et de consulter son dentiste une fois par an.

Dents : les nouvelles techniques pour un beau sourire

Un sourire plus blanc que celui des stars, ça se travaille ! Heureusement, on est là pour vous donner les dernières techniques en vogue.

Les astuces petits prix

Connus de tous depuis longtemps, les dentifrices blanchissants peuvent avoir de minis-effets sur la blancheur des dents. Certains peuvent vous faire gagner environ une teinte mais d'autres n'ont que le pouvoir de vous colorer la gencive et donc de faire ressortir la couleur de vos dents. Illusion, quand tu nous tiens !

Sinon, les astuces maison fonctionnent bien aussi ! Les aromathérapeutes préconisent d'appliquer une goutte d'essence de citron sur la dose de dentifrice.

Les fans de bicarbonate de soude le trouvent extra lorsqu'il est saupoudré sur une brosse à dents humide pour blanchir les dents et les détartrer. Ne pas utiliser tous les jours. Le meilleur blanchiment... direction le dentiste !



Pour obtenir les meilleurs résultats, pas de miracle. C'est chez votre dentiste, que les effets seront les plus probants. Il fera un moule de vos dents, puis il vous appliquera un pro-

duit blanchissant (peroxyde d'hydrogène) dans cette gouttière. Vous devrez la porter quelques heures ou il accentuera les effets en passant un laser sur votre gouttière. Les jours suivants, vous devrez continuer à porter cette gouttière. Un traitement long et surtout très coûteux à réserver si vos dents sont très colorées.

Quelques précautions d'usage

- Avant d'utiliser des kits de blanchissements maison, veillez à ce qu'aucune de vos dents ne soit abîmée ou dévitalisée. Si le produit coule dans une fissure de la dent, cela risque d'être douloureux.

- Après un blanchissement dentaire, veillez à éviter les produits "colorants" comme café, thé, betteraves...

- Si vous ressentez des brûlures aux gencives ou si vous devenez plus sensible aux sensations de chaud/froid, espacez le traitement.

ONU

L'Allemagne soutient les efforts pour l'octroi d'un siège permanent à l'Afrique au Conseil de sécurité

Le chancelier allemand Olaf Scholz a révélé, vendredi, son soutien aux efforts des pays africains pour obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies.

Lors de sa rencontre avec le président kényan William Ruto dans la capitale kényane, Nairobi, Schulz a déclaré qu'il "croit aux solutions africaines aux problèmes du continent et soutient les pays africains pour qu'ils obtiennent un siège permanent au Conseil de sécurité", selon des médias.

Il a ajouté, après des entretiens bilatéraux avec Ruto : "L'Allemagne soutient également un siège officiel pour l'Union africaine (UA) dans le Groupe des Vingt".

D'autre part, Schulz a exprimé "sa préoccupation concernant le conflit au Soudan, qui a fait des centaines de morts, et appelé les parties au conflit à mettre fin aux combats".

"L'armée régulière et les Forces de soutien rapide (FSR) doivent mettre fin à leur lutte militaire pour le pouvoir", a-t-il dit, soulignant que ce conflit "nuît au peuple soudanais".

Le chancelier allemand a rappelé "le soutien de son pays au règlement pacifique



des conflits en Afrique, notamment au Soudan". Schulz s'est rendu au Kenya

dans le cadre d'une tournée africaine de deux jours qui a débuté en Ethiopie.

MALI

Sept Casques bleus blessés par un engin explosif improvisé (ONU)

Sept Casques bleus ont été blessés samedi dans le centre du Mali par l'explosion d'un engin au passage de leur convoi, a indiqué la mission de stabilisation de l'ONU (Minusma).

Les Casques bleus "reçoivent les soins appropriés", a indiqué la Minusma sur les réseaux sociaux sans préciser leur état ni leur nationalité. L'explosion s'est produite à 34 km au

nord de Douentza. Six attaques similaires à l'engin explosif improvisé (EEI) ont été dénombrées en 2023 dans le centre du Mali, a dit la Minusma.

NIGERIA

Sept personnes tuées et 22 enlevées par des terroristes présumés

Sept personnes ont été tuées et 22 enlevées lors de deux attaques distinctes de terroristes dans le nord-est du Nigeria, ont indiqué samedi des sources sécuritaires. Trois agriculteurs ont été tués jeudi et 11 enlevés par des terroristes présumés du groupe Etat islamique en Afrique de l'Ouest (Is wap) près du village de Bulayobe, aux alentours de la ville de Banki, dans l'Etat de Borno.

Les victimes s'étaient éloignées de la ville de Banki pour défricher des champs avant les plantations. Lundi, 15 personnes qui coupaient du bois avaient disparu à

l'extérieur de la ville de Gamboru, dans une zone où les terroristes de Boko Haram sont très actifs.

Le lendemain, quatre corps avaient été retrouvés dans la brousse, selon Umar Kachalla, membre d'une milice anti-terroriste à Gamboru. Les terroristes de l'Is wap et de Boko Haram prennent souvent pour cibles les personnes allant couper du bois ou collecter de la ferraille, les éleveurs, agriculteurs et pêcheurs qu'ils accusent d'espionner pour le compte des forces gouvernementales.

RWANDA

Près de 100 millions USD pour réparer les dégâts des inondations

Le Rwanda a indiqué samedi prévoir d'affecter près de 100 millions de dollars pour réparer les infrastructures endommagées cette semaine par de fortes inondations ayant tué 131 personnes et détruit des milliers de maisons. Plus de 9.000 personnes n'ont plus de toit après des débordements de rivières ayant inondé des villages et coupé des routes, selon les autorités. Les inondations ont aussi provoqué la mort de plus de 170 personnes dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) voisine du Rwanda. Au Rwanda, quelque 50 écoles ont été détruites. Les infrastructures affectées comprennent aussi des routes, des ponts, des stations d'épuration et le réseau électrique. Le gouvernement rwandais a mis de côté 110 milliards de francs rwandais (98,5 millions de dollars) afin "de s'assurer que les nouveaux équipements seront assez solides pour affronter des catastrophes comme des inondations et des glissements de terrain", a déclaré le ministre aux Infrastructures, Ernest Nsabimana. Le travail de reconstruction "a déjà commencé", a-t-il précisé. Selon des experts, les intempéries extrêmes sont de plus en plus fréquentes dans la région en raison du changement climatique.

Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, en évoquant des "inondations catastrophiques" au Rwanda et en RDC, a souligné samedi lors d'une visite au Burundi qu'il s'agissait "d'une nouvelle illustration d'une accélération du changement climatique et de ses conséquences dramatiques pour des pays qui ne sont pas en cause dans le réchauffement mondial" de la planète.

INONDATIONS DANS L'EST DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO Plus de 200 morts (nouveau bilan)

Les inondations et glissements de terrains provoqués par de fortes pluies jeudi dans le Sud-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo, ont fait au moins 203 morts dont les corps ont été retrouvés, a annoncé samedi un responsable administratif. Le bilan officiel provisoire évoqué vendredi en fin de journée par le gouverneur de la province faisait état d'au moins 176 morts. "Evaluer les dégâts humains et matériels ? on ne sait pas les compter !", a déclaré sur place samedi Thomas Bakenga, administrateur du territoire de Kalehe dans lequel se trouvent les villages touchés. "Ici à Bushushu, on a déjà retiré 203 corps des décombres", a-t-il indiqué, selon des images diffusées par des médias locaux.

Dans un autre village, Nyamukubi, où se tenait jeudi le marché hebdomadaire, "là aussi la colline a cédé", a encore déclaré l'administrateur. Plusieurs villages ont été submergés, de nombreuses maisons emportées, des champs dévastés, quand les rivières de la région sont sorties de leur lit sous l'effet de pluies diluviennes. Le docteur congolais et prix Nobel de la paix Denis Mukwege, dont la clinique est située à Bukavu, chef-lieu du Sud-Kivu, a annoncé samedi avoir envoyé sur place "une équipe de médecins chirurgiens et anesthésistes" ainsi que des techniciens pour "apporter aux populations une aide médicale d'urgence composée de kits de médicaments de première nécessité". Cette catastrophe est survenue deux jours après des inondations qui ont fait au moins 131 morts et détruit des milliers de maisons au Rwanda voisin. Le patron de l'ONU, Antonio Guterres, a souligné samedi lors d'une visite au Burundi qu'il s'agissait "d'une nouvelle illustration d'une accélération du changement climatique et de ses conséquences dramatiques pour des pays qui ne sont pas en cause dans le réchauffement mondial" de la planète.

SOUDAN

Poursuite des combats entre armée et FSR

Les combats se poursuivaient dimanche au Soudan entre l'armée régulière et les Forces de soutien rapide (FSR) malgré plusieurs cessez-le-feu jamais respectés, rapportent des médias. Comme chaque jour depuis le 15 avril, des combats résonnent partout dans la capitale Khartoum, où les cinq millions d'habitants survivent, barricadés par peur des balles perdues, sans eau ni électricité et avec des réserves de nourriture et d'argent bientôt à sec, a-t-on indiqué.

De plus, des témoins cités par des médias rapportent des combats et raids aériens sur différents quartiers de Khartoum. Les combats ont fait, depuis leur déclenchement, 479 morts et 2.518 blessés, selon un dernier bilan donné samedi soir par le Syndicat des médecins soudanais.

Si la guerre dure, a déjà prévenu l'ONU, jusqu'à 2,5 millions de personnes supplémentaires souffriront de la faim --un fléau qui touche déjà un tiers des Soudanais.

Par ailleurs, les dirigeants d'Afrique de l'Est ont exprimé leur inquiétude concernant les violations de la trêve au Soudan et exhorté les parties rivales à dialoguer. Dans la foulée, des pourparlers entre l'armée soudanaise et les FSR ont débuté samedi à Djeddah (Arabie saoudite) en vue de mettre un terme aux violences qui frappent le Soudan depuis près d'un mois.

Le nombre de civils tués est passé à 479 (médecins)

Le Syndicat des médecins soudanais a annoncé, samedi, que le nombre de victimes civiles des combats toujours en cours au Soudan entre l'armée et les Forces de soutien rapide (FSR) a grimpé à 479 morts et 2.518 blessés.

Le dernier bilan communiqué vendredi par le syndicat faisait état de 473 morts et 2.454 civils blessés. Le Syndicat des médecins soudanais a indiqué dans un communiqué que "le nombre de civils tués depuis le début des hostilités est passé à 479 morts, tandis que 2.518 civils ont été blessés, et ce, durant la période allant du 15 avril au 5 mai courant".

Le syndicat a souligné que "les combats entre les forces armées et les Forces de soutien rapide se poursuivent pour le 21e jour consécutif". Il a précisé que "plusieurs morts et blessés ne sont pas comptabilisés dans ce dernier bilan car ils ne pouvaient être transférés vers les hôpitaux en raison de la situation sécuritaire qui prévaut dans le pays". De son côté, le ministère soudanais de la Santé a communiqué un bilan de 550 morts et au moins 5.000 blessés depuis le déclenchement des hostilités à la mi-avril.

De nombreux hôpitaux soudanais sont hors service et d'autres services, notamment les communications et l'électricité, ont été interrompus, en raison des combats. Depuis le 15 avril dernier, des villes du Soudan ont été témoins d'affrontements meurtriers entre l'armée régulière soudanaise et les FSR.

Les dirigeants d'Afrique de l'Est s'inquiètent des violations de la trêve

Les dirigeants d'Afrique de l'Est ont exprimé leurs inquiétudes concernant les violations de la trêve au Soudan et ont exhorté les parties rivales à dialoguer, selon le médiateur sud-soudanais. Le ministère sud-soudanais des Affaires étrangères a indiqué vendredi soir que le président Salva Kiir avait parlé aux parties en conflit au Soudan de "ses préoccupations et de celles des dirigeants de l'IGAD", le bloc régional d'Afrique de l'Est.

Des pourparlers entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (FSR) doivent débuter samedi à Djeddah en vue de mettre un terme aux violences qui ont plongé le Soudan dans le chaos depuis le 15 avril. Salva Kiir a été nommé par l'IGAD pour diriger les efforts de médiation régionale. La semaine dernière, le Soudan du Sud avait annoncé une trêve de sept jours.

Mais cela n'a pas empêché la poursuite des combats entre les hommes du général Abdel Fattah al-Burhane et ceux des FSR du général Mohamed Hamdane Daglo. "Le président Salva Kiir a mis l'accent sur la nécessité pour les différentes parties de respecter un cessez-le-feu et d'envoyer leurs représentants dans un lieu convenu pour entamer des pourparlers", a indiqué le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

"Les deux dirigeants soudanais ont promis de respecter le cessez-le-feu et M. al-Burhane a accepté de dépêcher son envoyé spécial à Juba lundi", selon le ministère.

APS

PALESTINE

Démolition et saisie de 300 propriétés palestiniennes par l'occupant au 1^{er} trimestre 2023 (ONU)

Environ 300 propriétés palestiniennes ont été démolies ou saisies au premier trimestre 2023 par l'occupant sioniste, ont indiqué les Nations unies.

Selon un rapport du Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), publié mercredi, 290 structures appartenant à des Palestiniens en Cisjordanie occupée et à El Qods-Est ont été démolies ou saisies entre janvier et mars de cette année. Les démolitions et saisies ont entraîné le déplacement de 413 Palestiniens, dont 194 enfants, en Cis-

jordanie occupée et à El Qods-Est, a indiqué OCHA, précisant que plus d'un tiers des démolitions et saisies concernaient des propriétés résidentielles. Au total, 11.000 Palestiniens ont été touchés par les démolitions et saisies, leur accès aux services de base, y compris l'éducation et les soins de santé, étant gravement touché, a déclaré OCHA. Les démolitions et saisies

au premier trimestre de 2023 ont augmenté de 46% par rapport à l'année précédente, selon OCHA - même si 2022 avait déjà vu la plus forte augmentation des démolitions et saisies de maisons palestiniennes depuis 2016, d'après le rapport -. Les autorités d'occupation sionistes ordonnent souvent la démolition de propriétés palestiniennes pour faire place aux colons.

ETATS UNIS

Bernie Sanders veut un salaire minimum à 17 dollars de l'heure aux Etats-Unis

La hausse du salaire minimum aux Etats-Unis, promesse échouée de Joe Biden, revient au Congrès sous la houlette du sénateur de gauche Bernie Sanders, qui veut le relever à 17 dollars de l'heure, un texte qui a cependant peu de chances de rencontrer une majorité suffisante.

"En 2023, dans le plus riche pays de l'histoire du monde, personne ne devrait être contraint de travailler pour un salaire de misère", a déclaré Bernie Sanders lors d'une conférence de presse devant le Capitole à Washington. "Ce n'est pas une idée radicale. Si vous travaillez 40, 50 heures par semaine, vous ne devriez pas vivre dans la pauvreté. Il est temps d'augmenter le salaire minimum pour en faire un salaire décent", a souligné cette figure du mouvement progressiste, aux côtés de travailleurs et dirigeants syndicaux. Le salaire minimum est aux Etats-Unis de 7,25 dollars de l'heure, et n'a pas bougé depuis 2009. Certains Etats imposent cependant un salaire minimum plus élevé, jusqu'à 15,74 dollars dans l'Etat du Washington (nord-ouest). Le président Joe Biden avait tenté, en vain, de faire adopter 15 dollars de l'heure. Faute de mieux, il avait relevé en avril 2021 à ce niveau le salaire minimum des travailleurs contractuels du gouvernement fédéral. Mais, face à la forte inflation que connaissent les Etats-Unis, le sujet est de nouveau d'actualité. Les 15 dollars minimum existent de fait pour beaucoup de salariés. Le pays connaît depuis deux ans une pénurie de main d'œuvre, et de nombreuses entreprises ont augmenté les salaires pour attirer et retenir les travailleurs.

Mais cela ralentit à mesure que le marché de l'emploi retrouve un fonctionnement plus normal. Environ 35 millions de travailleurs américains gagnent toujours moins de 17 dollars de l'heure, a déclaré Bernie Sanders. Il a précisé qu'une commission sénatoriale préparera le texte en vue d'un vote en juin. Les 17 dollars correspondent "au pouvoir d'achat de 15 dollars il y a seulement deux ans", a précisé Heidi Shierholz, présidente de l'Economic Policy Institute (EPI), un centre de réflexion progressiste, lors de la conférence de presse. Elle a souligné que les augmentations du salaire minimum réduisent inégalités et pauvreté, et conduisent à une réduction de la maltraitance des enfants, des grossesses chez les adolescentes, à moins de suicides ou de récidive chez les anciens détenus. Et cela "réduit le +turnover+ au sein du personnel, ce qui est bon pour la productivité", a ajouté l'économiste.

INDE

54 morts dans des affrontements interethniques dans l'Etat de Manipur

Les affrontements interethniques qui secouent depuis mercredi l'Etat indien de Manipur (nord-est) et ont conduit au déploiement de militaires ont fait 54 morts, selon un bilan relayé samedi par l'agence de presse indienne PTI. La situation dans cet Etat frontalier de la Birmanie a dégénéré mercredi lors d'une manifestation de communautés tribales qui protestaient contre la demande des Meiteis, ethnie majoritaire dans le Manipur, de bénéficier de mesures de discrimination positive. Des centaines de militaires indiens ont été envoyés sur place jeudi avec l'ordre de tirer à vue "dans les cas extrêmes" pour tenter de ramener le calme.

Les autorités ont également coupé l'accès à internet et imposé un couvre-feu. La situation restait tendue samedi après de nouvelles violences vendredi soir, ont indiqué les autorités policières. Un premier bilan des affrontements communiqué jeudi faisait état de six morts mais l'agence indienne PTI en a dénombré samedi 54 en se fondant sur des données collectées auprès des morgues locales. Aucun bilan officiel n'a pour l'heure été rendu public par les autorités locales ou les forces de sécurité mais le ministre indien du Droit Kiren Rijiju a indiqué à la presse samedi que "beaucoup de vies avaient été perdues" en marge de ces troubles. Jeudi, les forces de sécurité avaient fait usage de gaz lacrymogène à Imphal, la capitale de l'Etat, pour disperser les manifestants qui avaient, pour certains, incendié des voitures et des habitations.

IRAN-ARABIE SAOUDITE

L'Iran annonce la reprise du travail de certaines de ses missions diplomatiques en Arabie saoudite

L'Iran a annoncé la reprise du travail dans un certain nombre de ses missions diplomatiques auprès du Royaume d'Arabie saoudite, à Riyadh et Djeddah. Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Nasser Kanaani, a déclaré lundi lors d'une conférence de presse, que trois missions "ont commencé à travailler et ont repris leurs activités à Riyadh et Djeddah".

Il a expliqué que ces progrès sont une "première étape" dans le processus de reprise complète du travail

des missions diplomatiques entre les deux pays.

Il a ajouté : "Nous sommes dans la première étape de la reprise de l'activité des missions diplomatiques des deux pays, et les procédures exécutives sont mises en œuvre rapidement, et nous sommes optimistes de voir les activités complètes des représentations des deux pays dans les délais impartis". Kanaani a fait part de la présence d'une équipe iranienne sur le terrain, en Arabie saoudite, pour s'assurer de la reprise du travail

des missions iraniennes. Le 12 avril, une délégation iranienne est arrivée dans la capitale saoudienne, Riyadh, dans le cadre d'un plan de réouverture de l'ambassade et des missions diplomatiques de Téhéran dans le royaume, après une fermeture de 7 ans.

Le 10 mars, l'Arabie saoudite et l'Iran ont annoncé la reprise de leurs relations diplomatiques et la réouverture des ambassades dans un délai de deux mois, à la suite de pourparlers parrainés par la Chine, à Pékin.

COLOMBIE

Le parlement adopte la feuille de route du gouvernement Petro

Le parlement colombien a approuvé vendredi la feuille de route du président de gauche Gustavo Petro pour gouverner la Colombie jusqu'en 2026. Au terme d'intenses débats ces derniers jours, le Sénat (66 voix pour et 21 contre) et la Chambre des députés (129 voix pour et 24 contre) ont ratifié le "Plan national de développement" (PND) qui définit les objectifs sociaux, économiques, sanitaires et environnementaux, ainsi que le budget (quelque 248 milliards de dollars) de ces réformes promises par le premier gouvernement de gauche de l'histoire de ce pays. L'approbation du PND, baptisé "Colombie pouvoir de la vie", est un petit succès pour le président Petro qui sort de semaines difficiles : plusieurs textes de loi, dont une réforme du système de santé, retoqués par le Sénat, rupture avec les partis traditionnels de sa coalition gouvernementale (avec le remplacement de sept de ses ministres), départ forcé jeudi du président du Sénat Roy Barrera, un allié politique et un acteur clé dans le feu vert du parlement à ses réformes. "La justice environnementale et la justice sociale dans le plan de développement sont les deux grands piliers pour que

la Colombie soit une force de vie", s'est félicité M. Petro qui achève un voyage officiel de trois jours en Espagne. Plusieurs articles-clés du PND "se sont néanmoins perdus en chemin", observait vendredi la presse nationale. Près de 400 articles ont été discutés par les parlementaires, a expliqué le quotidien El Espectador. "Cinq articles-clés ont été éliminés, dont l'un faveur de la transition énergétique", tandis que d'autres articles sont toujours en phase de "conciliation" entre le Sénat et la Chambre basse. "Il y a eu un profond recul dans le domaine de la santé mais des progrès ont été réalisés dans de nombreux domaines", a jugé le président Petro. Elu à l'été 2022, M. Petro a commencé son mandat avec le soutien de partis du centre et de la droite modérée au sein d'une coalition qui s'est effritée au fil des mois et s'est de plus en plus éloignée des profondes réformes promises par le gouvernement. Le 1er mai, du balcon du palais présidentiel à Bogota, le président colombien a averti le parlement de la possibilité d'une "révolution" si ses propositions n'étaient pas approuvées et a appelé ses partisans à la mobilisation, y compris dans la rue.

EQUATEUR

Le président de l'Equateur ordonne aux forces armées de participer à la lutte contre le trafic de drogue

Le président équatorien, Guillermo Lasso, a ordonné aux forces armées de mener des "opérations militaires" pour combattre les "organisations terroristes", dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue.

Le 27 avril, le gouvernement équatorien, par l'intermédiaire du Conseil de sécurité publique et d'Etat, a qualifié officiellement comme "terroristes" les actes des gangs criminels liés au trafic de drogue, ce qui permet depuis aux forces armées de patrouiller dans les rues aux côtés de la police.

Désormais, par le biais d'un décret, le président a ordonné aux forces armées de "lancer, immédiatement, les actions de répression de la menace terroriste, avec tous

les moyens dont elles disposent". L'un des cinq articles du décret ordonne aux forces armées, "dans le respect de leur mission de défense de la souveraineté et de l'intégrité territoriale et de protection des droits, libertés et garanties des citoyens, de mener des opérations de guerre pour affronter et contrer les organisations terroristes".

Ceci, précise le décret, en application "des instruments internationaux, des dispositions de la Constitution de la République et du système juridique interne de l'Etat équatorien, afin de garantir la souveraineté et l'intégrité territoriale et la pleine validité de la Constitution et du système juridique".

L'arrêté présidentiel prévoit également

que le ministère de l'économie alloue des ressources aux forces armées et à la police nationale afin de financer les opérations.

Il y a quelques jours, le général Alexander Lezoyer, commandant de la force conjointe militaire et policière de la province d'Esmeraldas (nord), a prévenu : "nous avons des armes létales, des chars, des avions, si nous devons les utiliser contre les criminels, nous le ferons". En Equateur, le taux d'homicides est passé de 14 à 25 pour 100.000 habitants, entre 2021 et 2022, selon les chiffres officiels. Depuis 2021, plus de 420 détenus ont été tués dans des mutineries.

L'Equateur, est situé entre la Colombie et le Pérou, deux pays considérés parmi les

principaux producteurs de cocaïne au monde. Il est devenu, pour sa situation géographique et son économie dollarisée, une plaque tournante du trafic transfrontalier de drogue.

Le gouvernement attribue la violence à une guerre entre gangs criminels qui se disputent le territoire pour la vente et le transport de drogue. L'autorisation donnée aux militaires pour agir contre le terrorisme du trafic de drogue a été annoncée à un moment où l'Assemblée nationale traitait un procès politique de censure contre Lasso, qui était accusé par l'opposition du crime présumé de détournement de fonds.

PROFESSION DE JOURNALISTE

Le président de la République invite les journalistes à s'unir sous la bannière d'une organisation syndicale forte

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a invité les journalistes algériens à s'unir sous la bannière d'une organisation syndicale forte, et insisté sur la création d'un organe supérieur de l'éthique professionnelle qui œuvre à "évaluer les journalistes" et leur définir des garde-fous.

Dans son entrevue périodique avec des représentants de médias nationaux, diffusée samedi soir sur les chaînes de télévision et stations de radio nationales, le président de la République a mis en exergue la nécessité de "créer une organisation syndicale forte des journalistes", rappelant avoir "longtemps insisté" sur cette question.

Le chef de l'Etat a également relevé l'importance de créer un organe supérieur de l'éthique professionnelle qui se chargera d'évaluer et de définir des garde-fous pour les journalistes, estimant que cette démarche évitera, à l'avenir, à cette catégorie "toute éventuelle action judiciaire".

Le Président Tebboune a en outre affirmé sa disposition à "mettre tous les moyens à la disposition des titres de presse nationaux sans exception", mettant en exergue l'importance de la contribution, "responsable et professionnelle", de la presse dans l'accompagnement des acquis réalisés en Algérie.

"Sans presse, nous n'irons pas loin... une presse responsable... une presse professionnelle", a-t-il soutenu. "L'Algérie est très grande ... C'est à nous de devenir assez grands pour être au niveau de l'Algérie", a ajouté le Chef de l'Etat, soulignant que "la responsabilité ne se résume pas à un fauteuil ou un burnous rouge". "Elle consiste à protéger ton peuple et à ne pas tolérer les fautes des responsables ou les protéger. Quiconque commet une faute doit payer", a-t-il soutenu.

Dans ce cadre, le Président Tebboune a appelé les journalistes à "faire preuve d'un haut sens de patriotisme", en orientant leurs critiques "contre tout ce qui est en deçà du niveau du pays". Il rappellera, à cet égard, avoir de tout temps été en contact avec la presse depuis le début de sa carrière politique, même lorsqu'il n'y avait que la presse publique qui était, selon lui, "une extension" d'une presse "ayant terrifié l'occupant français, en s'appuyant sur la détermination



nationale pour compenser le manque de moyens à sa disposition".

"Nous essayons aujourd'hui d'unir les rangs et j'espère voir la presse en Algérie devenir forte et s'ériger en une institution pour dissuader les ennemis de la patrie et faire face aux attaques extérieures subies par le pays, étant une école qui forme des générations et contribue à éclairer l'opinion publique", a-t-il soutenu.

Le président de la République a également mis en avant la nécessité d'aller vers une "presse spécialisée et de ne pas se contenter des quotidiens", affirmant qu'une "presse qui caresse dans le sens du poil ne sert pas l'intérêt national".

Evoquant le dernier rapport de "Reporters sans frontières" (RSF), le Président de la République a déclaré: "nous sommes au fait des coulisses de ce genre de classements". "Dire que l'Algérie n'est pas un pays de li-

bertés, qu'il s'agit de la presse ou d'autres domaines, n'est autre que des allégations", a-t-il dit, rappelant que RSF était une organisation non gouvernementale (ONG) orientée au gré de ses dirigeants.

"Le seul classement à prendre en compte est celui de l'ONU connue pour l'impartialité de ses institutions", a assuré le Président de la République, avant de rebondir sur les propos de cette ONG citant des journalistes algériens en prison pour leurs opinions, affirmant qu'il s'agit de "fausses informations".

"Il y a des journalistes ayant purgé des peines de prison de quelques mois et d'autres placés par la Justice sous contrôle judiciaire", a expliqué le Président Tebboune, soulignant que "le journaliste actuellement en prison, a été condamné par la Justice pour avoir reçu des financements de parties étrangères, un acte qu'aucun pays n'acceptera".

SÉTIF

Nouvel ouvrage sur les massacres du 8 mai 1945

Un nouvel ouvrage intitulé "Massacres du 8 mai 1945 : rapports, témoignages et figures" vient d'être publié à Sétif par l'association culturelle locale Nibras. L'ouvrage collectif regroupe des travaux des chercheurs Soufiane Loucif, Bachir Faïd, Mohamed Bensou et Kamel Khalil de l'université Sétif-2 et de Dr. Khemissa Medour de l'université de Guelma. Ce livre de 153 pages analyse plusieurs questions liées à ces massacres dont le rapport du préfet de police de Sétif de l'époque (reflétant le point de vue français), ces événements vus par deux rapports suisses et les répercussions de ces massacres sur la société sétifienne à travers des archives françaises, a précisé Pr. Soufiane Loucif, coordinateur de cette œuvre. Le livre aborde le rôle des milices européennes dans les massacres perpétrés à Guelma et ses alentours le 8 mai 1945 à travers des documents français et autres. Il contient aussi des témoignages de témoins oculaires de ces crimes commis à Sétif, Ouled Adouane, Amoucha et Oued El Bared. Un de ces témoignages est celui du défunt militant Cherif Mohamed El Hadi surnommé Djenadi (1923-2022) qui relata sa participation à la manifestation du 8 mai 1945, son arrestation et les tortures qu'il avait subies. Il évoque également l'arrestation du jeune journaliste Kateb Yacine et du journaliste et écrivain Abdelhamid Benzine, membre du parti du peuple, concluant son témoignage par l'affirmation que "ces blessures ont besoin d'énormément de temps de cicatriser". Mohamed Kheraghl soutient dans ce même livre que "la répression perpétrée à Sétif, Guelma et Kherata (Bejaia) qui était sans précédent constitue même un génocide contre le peuple algérien". Le livre reproduit des photos publiées sur ces massacres par des médias internationaux de l'époque montrant des scènes d'affrontements, des massacres collectifs dans les villages et les milices européennes de Guelma ainsi que divers documents.

TIPASA

Découverte d'un "important" site archéologique datant de l'époque punique à Gouraya

Un "important" site archéologique datant de l'époque punique, a été découvert dans la ville de Gouraya, à l'Ouest de Tipasa, a annoncé samedi la Direction de la culture et des arts de la wilaya. Il s'agit, selon la directrice du secteur, Sabiha Tahrat, d'un site archéologique datant de la période punique, remontant au IIe ou IIIe siècle avant J-C, selon la datation des ustensiles en poterie découverts sur place. Lesquels sont représentés par un cimetière de 12 caveaux contenant des ustensiles en poterie, du mobilier funéraire, des restes d'ossements humains et des pièces de monnaie en bronze, selon les résultats de la première inspection du site. Les fouilles se poursuivent actuellement au niveau de ce site, qualifié d'"importante découverte" historique et archéologique, par les spécialistes et experts du Centre national de recherche en archéologie (CNRA), a ajouté la même responsable. A noter

que cette nouvelle découverte fait suite à des informations parvenues au service du patrimoine culturel de la direction du secteur à Tipasa, portant sur la mise à jour fortuite d'un site archéologique dans la région de Sidi Brahém, daïra de Gouraya (Ouest), sur l'itinéraire du chantier du transfert hydrique du Barrage Kef Eddir. Suite à quoi, l'équipe de protection des biens culturels de la direction a été dépêchée sur les lieux pour une inspection, a précisé Mme Tahrat. Elle a souligné la prise de toutes les procédures et mesures, sous la direction du ministère de tutelle et en coordination avec les autorités de la wilaya, pour le suivi des opérations de fouilles, et la protection et valorisation de la découverte. La région de Sidi Brahém compte trois autres sites archéologiques datant de la période punique, représentés par des caveaux, a souligné la même responsable.

LITTÉRATURE

Décès de l'écrivain français Philippe Sollers

L'écrivain français Philippe Sollers, figure de la scène littéraire française depuis plus d'un demi-siècle, est décédé à l'âge de 86 ans, a annoncé samedi son éditeur. Auteur de plus de 80 romans, essais d'histoire de l'art et monographies, directeur de revues et longtemps habitué des plateaux de télévision, Philippe Sollers avait atteint la notoriété avec son roman "Femmes" en 1983.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

PHILIPPINES

Plus de 1000 personnes forcées d'arnaquer en ligne libérées

La police des Philippines a secouru plus de 1.000 personnes qui étaient maintenues captives et forcées de pratiquer des escroqueries en ligne ciblant des victimes en Europe, aux Etats-Unis et au Canada, ont annoncé samedi les autorités.



Cette opération contre le trafic d'êtres humains a eu lieu jeudi à Mabalacat, à 90 km au nord de Manille, a indiqué la porte-parole du groupe de lutte contre la cyber-criminalité de la police nationale philippine, Michelle Sabino. Les 1.090 personnes maintenues captives étaient principalement des Chinois, des Vietnamiens et des Indonésiens attirés aux Philippines sous des promesses mirobolantes en tout genre, selon la police.

Parmi elles figuraient aussi des Philippins, des Malaisiens, des Thaïlandais, des Taïwanais, des Hongkongais, des Birmans et des Népalais. Elles se voyaient confisquer leur passeport et étaient obligées de travailler 18 heures par jour avant de rejoindre leurs dortoirs, sans jamais avoir le droit

de sortir. "Ils étaient comme des prisonniers sans cellules. Ils n'avaient même pas le droit de parler à leurs compagnons de dortoir", a expliqué Mme Sabino.

Les travailleurs étaient formés pour inciter des étrangers à acheter des crypto-monnaies, ou à transférer de l'argent après avoir établi de fausses relations amoureuses avec les victimes. "Ils parlaient de construire un avenir ensemble. Achetons une maison, une voiture, investissons ensemble, lançons une affaire...", a raconté Mme Sabino.

Douze personnes soupçonnées d'être à la tête de ce réseau ont été arrêtées. Il s'agit de sept Chinois, de quatre Indonésiens et d'un Malaisien, selon Mme Sabino. En avril, la sénatrice philippine Risa Hontiveros avait dénoncé

la présence aux Philippines de "centres d'appel frauduleux" employant des étrangers victimes du trafic d'êtres humains. Un responsable des services d'immigration a appelé à se méfier particulièrement des événements internationaux, qui sont l'occasion pour les trafiquants d'êtres humains de trouver des victimes.

"Nous avons vu des victimes qui venaient pour un concours de beauté et se sont retrouvées envoyées à l'étranger par les trafiquants", a expliqué le commissaire à l'immigration Norman Tansingo. Pour les mêmes raisons, il a également appelé les athlètes philippins s'apprêtant à se rendre au Cambodge pour les Jeux de l'Asie du Sud-est, qui se tiennent jusqu'au 17 mai, à la plus grande prudence.

SÉNÉGAL

Un roaming national et la 5G bientôt lancés



Le gouvernement sénégalais projette de lancer un roaming national le 17 mai et la 5G avant juillet prochain, a annoncé vendredi le directeur général de l'Autorité de régulation des télécommunications et des postes (ARTP), Abdou Karim Sall.

Intervenant lors d'un atelier tenu dans le département de Mbour (ouest), il a précisé que les lancements de la 5G et du roaming national faisaient partie des dix axes prio-

ritaires de l'Autorité. M. Sall a par ailleurs annoncé que l'ARTP allait "se doter d'un outil qui va lui permettre d'avoir le contrôle exhaustif sur les flux entrants et sortants, qu'ils soient financiers ou téléphoniques".

La mise en place de cet outil consistera à "installer des sondes" qui permettront à l'ARTP d'avoir une visibilité sur tout le trafic qui transite par les réseaux des opérateurs, a-t-il expliqué.

BOXE - CHAMPIONNATS DU MONDE

Entrée en lice dimanche de Kadi et Meziane pour les 8^{es} de finale

Les boxeurs algériens Mohamed El Amine Meziane (51 kg) et Mourad Kadi (+92 kg) monteront dimanche sur le ring pour le compte des huitièmes de finale des Championnats du monde (seniors messieurs) qui se déroulent à Tachkent en Ouzbékistan.

Vainqueur en 16^{es} de finale face au Tanzanien Sulwa Alex Sita Mpini, Kadi sera opposé au Mexicain Cruz Hernandez, alors que son compatriote Mohamed El Amine Meziane, croisera les gants avec le Bulgare Daniel Panev Asenov.

Ils seront donc les deux derniers boxeurs algériens en lice pour ce rendez-vous mondial de Tachkent après l'élimination de leurs compatriotes Jugurtha Aït-Bekka (63,5 kg), Chemseddine Kramou (67 kg), Youcef Islam Yaïche (71 kg) et Hichem Maoouche (57 kg) pour le compte des 8^{es} de



finale. En revanche, Younes Nemouchi (80 kg) avait été éliminé dès le début de la compétition après sa défaite face à l'Ouzbèque Yuld-

doshev Jasurbek (0-5).

Outre l'Algérie, plusieurs pays arabes et africains participent à ces Mondiaux-2023, notamment l'Egypte

(2 boxeurs), la Jordanie (11 boxeurs), la Libye (8 boxeurs), le Koweït (6 boxeurs), la Syrie (3 boxeurs), le Qatar (2 boxeurs), la Palestine (4 boxeurs), les Emirats arabes unis (5 boxeurs) et Bahreïn (2 boxeurs).

Les lauréats dans les différentes catégories de poids auront droit à d'importantes récompenses financières.

Le médaillé d'or touchera 200.000 dollars, le médaillé d'argent recevra 100.000 dollars et les deux médaillés de bronze recevront 50.000 dollars.

CYCLISME/TOUR DU BÉNIN 2023 (5^E ET DERNIÈRE ÉTAPE)

Victoire de l'Algérien Hamza Yacine, qui termine 2^e au général

La cinquième et dernière étape du Tour cycliste du Bénin, disputée samedi, sur une distance de 135 kilomètres entre Séhoué et Cotonou, a été remportée par l'Algérien Hamza Yacine, en 3 heures, 5 minutes et 4 secondes.

L'international algérien termine deuxième au classement général, avec six secondes de retard sur le vainqueur, Achraf Ed-Doghmi, ayant bouclé les 663,63 kilomètres de cette 18^e édition en 16 heures, 34 minutes et 10 secondes.

Oussama Cheblaoui et Ayoub Ferkous, les deux autres internationaux algériens engagés dans cette cinquième étape sont entrés respectivement en 17^e et 25^e positions, avec le même chrono que Hamza Yacine. Autre bonne performance de la sélection algérienne cette 18^e édition du Tour cycliste du Bénin, le titre du meilleur sprinter, raflé par Abderraouf Bengayou.

L'Algérie a engagé cinq cyclistes dans cette compétition, à savoir : Hamza Yacine, Ayoub Ferkous, Oussama Cheblaoui, Abderraouf Bengayou et Mohamed Salah Cherki, sous la direction du coach Mohamed



Mokhtari, qui a été secondé dans sa tâche par le mécanicien Tarek Boudiaf.

Avant son déplacement au Bénin, la sélection nationale avait effectué un dernier stage de préparation à Zéralda (Alger-Ouest), avec l'objectif de "récolter un maximum de points au Bénin", particulièrement Hamza Yacine, qui ambitionne d'améliorer son classement mondial.

Treize pays ont participé à cette 18^e édition du Tour cycliste du Bénin, à savoir : l'Algérie, représentée par

sa sélection nationale, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Nigeria, la Mauritanie, le Maroc, le Togo, la France, l'Île de Guam, les Pays-Bas, et le Bénin, pays hôte de la compétition, qui lui a engagé deux équipes. La compétition sera suivie du Grand Prix de Cotonou, prévu le 7 mai, sur un circuit fermé au niveau de la Route des Pêches, sur une distance totale de 104,4 kilomètres. Le départ sera donné à 14h00 alors que l'arrivée est estimée aux environs de 17h30 (heure locale).

TOUR CYCLISTE DES ZIBAN - BISKRA

Abdallah Benyoucef remporte la 3^{ème} étape, Lagab maillot jaune



Le coureur Abdallah Benyoucef du MC Alger a remporté à Biskra la 3^{ème} et dernière étape du tour cycliste des Ziban organisée samedi sur 120 km chez les seniors messieurs, alors que son coéquipier Azzedine

Lagab s'est adjugé le maillot jaune. La seconde place de l'étape est revenue à Oussama Mimouni, sociétaire du club de Delly Brahim (Alger), et la troisième à Zine-Eddine Kerar du club de Baraki

(Alger). Au classement général des seniors, la première place est revenue à Azzedine Lagab du MC Alger. Chez les juniors, Rayan Debab de l'Union El Kantara (Biskra) s'est adjugé la première place suivi par Saïd Ayoub Chaïb d'Amel El Maleh (Ain Témouchent) et Mostefa Harou du club d'El Biar (Alger).

La première étape du tour, une course contre-la-montre de 20 km a été remportée par Azzedine Lagab du MC Alger chez les seniors messieurs et par Saïd Ayoub Chaïb d'Amel El Maleh (Ain Témouchent) chez les juniors. La deuxième étape (cir-

cuit fermé de 111 km), a été remportée par Oussama Mimouni, du club de Delly Brahim (Alger), chez les seniors tandis qu'en junior, la première place est revenue à Rayan Debab d'El Kantara (Biskra) sur un circuit fermé de 94 km.

La deuxième et troisième places ont été remportées respectivement par Slimane Bedhelisse d'El Medjd d'El Grara (Ghardaïa) et Oussama Khelaf du club de Delly Ibrahim (Alger). Le tour national des Ziban a été organisé du 4 au 6 mai à Biskra par la Fédération algérienne de cyclisme, en coordination avec la ligue de wilaya de cyclisme.

ATHLÉTISME - CHAMPIONNATS NATIONAUX ET RÉGIONAUX 2023 (TOUTES CATÉGORIES)

Modification du programme des compétitions

Le programme des Championnats nationaux et régionaux d'athlétisme (Toutes catégories) a été modifié par la Fédération algérienne de la discipline (FAA) dans un souci d'éviter un chevauchement avec les examens scolaires, particulièrement en ce qui concerne les athlètes des catégories benjamins, minimes, cadets et juniors.

Le Brevet de l'enseignement moyen (BEM) et le Baccalauréat de cette année sont prévus en effet du 5 au 7 juin et du 11 au 15 de même mois, soit pratiquement à la même date à laquelle étaient prévus ces Championnats régionaux et nationaux d'athlétisme.

Une situation qui a obligé la FAA à procéder à une reprogrammation de ces compétitions, pour permettre aux athlètes de se consacrer à leurs examens scolaires, avant d'être entièrement libres pour la compétition.

"Les Championnats régionaux des benjamins/minimes auront lieu finalement les 9-10 juin. Ils seront suivis des Championnats régionaux des U18 et des U20, prévus les 26-27 du même mois, alors que les Championnats régionaux des seniors auront lieu au plus tard le 2 juillet" a annoncé l'instance fédérale dans un communiqué, diffusé samedi sur son site officiel.

"Les Championnats régionaux seront suivis des Championnats nationaux. Celui des benjamins/minimes aura lieu les 23-24 juin alors que celui des U18 et des U20 aura lieu les 16, 17 et 18 juillet" a-t-on encore précisé de même source.

Concernant les seniors, et même si la date de leur Championnat régional n'a pas encore été arrêtée de manière officielle, "le national aura lieu les 25, 26 et 17 juillet" selon la FAA.

TENNIS - 14^E TOURNOI INTERNATIONAL JUNIORS DE TLEMCEN

L'Italien Samuel Sighetti et la turque Duru Soke remportent le tournoi

L'Italien Samuel Sighetti (garçons) et la Turque Duru Soke (filles) ont remporté les titres de la 14^e édition du Tournoi international de tennis de Tlemcen, clôturé samedi au Complexe de Mansourah.

L'Italien Samuel Seghetti a été sacré champion, après avoir battu le portugais Tiago Boschmans en finale du simple. En simple filles, la Turque Duru Soke a également remporté le titre de ce tournoi après avoir battu la Tunisienne Hiba Heni en finale.

Quant à la finale du double masculin, elle a été remportée par la paire constituée du Portugais Tiago Boschmans et du Polonais Philip Kosinski. Concernant le double féminin, la rencontre est revenue à la paire composée de la Tunisienne Ben Azzedine Meriem et de la Turque Kumru Ada.

La 14^e édition du Tournoi international de tennis, organisée du 1^{er} au 6 mai, a vu la participation de 64 athlètes de 14 pays. Cette édition, organisée par la ligue de wilaya de tennis en collaboration avec le club des Zianides de Tlemcen, a été baptisée du nom du défunt sportif Bouabdellah Ahmed Moulay, l'un des premiers à avoir introduit le tennis à Tlemcen, en 1934.

APS

CAN-2023 (U17)

Gr. B/3^e J : le Nigéria passe en quarts de finale en battant l'Afrique du Sud

La sélection du Nigéria des moins de 17 ans, s'est qualifiée en quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations U-17 de football après avoir battu l'Afrique du Sud 3-2 (1-2) mi-temps lors du match disputé samedi-soir au stade chahid Hamlaoui de Constantine pour le compte de la 3^e journée du groupe B de la compétition qui se déroule en Algérie (29 avril-19 mai).



Les Sud-africains ont d'entrée de jeu tenté de surprendre les nigériens, en concrétisant leur offensive à la 6^e avec Vicky Mkhawana concluant une contre-attaque rapide et un joli travail collectif de passes courtes. Les Bafana, bafana tentèrent aussitôt de fermer le jeu et conserver leur avancée.

Le match prend alors une nouvelle tournure

à sens unique avec la multiplication des assauts nigériens qui égalisent à la 32^e suite à un corner repoussé par la défense mais repris par un coup de tête décisif de Charles Agada.

Suite à quoi, l'Afrique du Sud reprend l'initiative et finit par trouver une brèche dans les lignes nigériens et réussit à marquer à la 45^e permettant à son équipe

de terminer la première mi-temps 2-1.

De retour des vestiaires, les nigériens dominent le jeu et arrivent grâce à leur attaquant Eke qui exploite une faille dans la défense adverse et l'éloignement du gardien Sud-africains de ses buts pour remettre les pendules à l'heure. Après une longue expectative des deux côtés, une offensive

collective des Nigériens à la 64^e permet à Abubakar Abdullahi de loger la balle dans les filets avec un puissant tir latéral.

Les nigériens ratent ensuite plusieurs occasions de creuser l'écart dont la plus évidente a été le face au gardien d'Abubakar Abdullahi parvenant à conserver leur avancée jusqu'au sifflet final.

Le point du groupe (B) à l'issue de la 3^e journée

Le point du groupe B de la Coupe d'Afrique des nations des moins de 17 ans, organisée du 29 avril au 19 mai en Algérie, à l'issue de la 3^e et dernière journée de la phase de poules, disputée samedi :

Stade Chahid Hamlaoui (Constantine) : Afrique du Sud - Nigeria 2-3

Stade 19 mai 1956 (Annaba) : Zambie - Maroc 2-1

Classement

	Pts	J	Diff
1. Maroc	6	3	+2
2. Nigeria	6	3	+1
3. Afrique du Sud	3	3	-1
4. Zambie	3	3	-2

Déjà joués :

1^{re} journée :

Maroc - Afrique du Sud 2-0

Nigeria - Zambie 1-0

2^e journée :

Nigeria - Maroc 0-1

Afrique du Sud - Zambie 3-2

NB : les deux premiers de chacun des trois groupes ainsi que les deux meilleurs troisièmes, se qualifient aux quarts de finale.

D É C L A R A T I O N S

- **Nduka Antonie Ugbade (entraîneur nigérien) :** "Je suis très heureux de cette qualification qui n'a pas été facile. Le staff technique a travaillé énergiquement lors des séances d'entraînements et même durant les moments de repos la nuit".

"J'ai toujours cru en les capacités de mon équipe et je n'ai pas fait pression sur eux même après la précédente défaite car je savais qu'à cet âge les joueurs ont besoin de plus de travail psychologique que technique".

- **Le joueur sud-africain Nicolas Mabena (homme du match) :** "Je ressens un immense bonheur pour avoir été choisi homme du match. L'issue du match nous a surpris car nous avons donné un excellent rendement et avons mené au score à deux reprises. J'arrivais aux entraînements toujours le premier et la défaite a été décevante mais je crois que nous avons acquis une grande expérience".

- **Duncan Crowie (entraîneur d'Afrique du Sud) :** "nous savions que le match allait être difficile mais je suis heureux malgré la dé-

faite des performances montrées par l'équipe et j'ai affirmé à mes joueurs que je suis fier d'eux car le Nigéria est une grande école de foot et nous avons réussi à lui marquer deux buts. Nous avons fait notre possible et nous tenté de rester concentrés malgré l'avancé du Nigéria dans le résultat".

"Ce match nous a été instructif et le niveau de nos joueurs a progressé beaucoup et ont acquis beaucoup d'expériences durant cette compétition et j'espère qu'ils en tireront avantage pour le reste de leur carrière", a ajouté Crowie.

HISTOIRE

8 MAI 1945-FOOTBALL Les manifestations du 8 mai 1945 mettent fin à la mixité dans les clubs "musulmans"

Les manifestations du 8 mai 1945 en Algérie, au-delà des chiffres terribles du génocide qui s'en est suivi, non encore reconnu officiellement par la France, certains historiens parlant de plus de 45.000 chahids, ont eu un effet politique boomerang sur le sport, en particulier le football : la fin de la mixité dans les clubs "musulmans". L'engagement politique des sportifs algériens, leur militantisme tant au sein des partis du PPA, du MTLD que de l'association des Oulémas algériens que dirigeait Abdelhamid Ben Badis avec les cheikhs El Ouartilani, Larbi Tebessi, ou El Okbi à partir des "cercles du progrès" (les fameux Nadi Ettarakki), dont celui de "La place du Gouvernement" à Alger, a fait reculer l'administration coloniale, qui imposait la mixité, avant les manifestations du 8 mai 1945, au sein des clubs sportifs musulmans.

En 1921, la création du premier club de football "musulman", le Mouloudia Club Algérois (MCA), va provoquer la naissance, depuis cette date et jusqu'en 1950-1952, de clubs sportifs dits "musulmans", par opposition à ceux du pouvoir colonial, les clubs des Européens, les "pieds-noirs".

Les statuts du Mouloudia sont clairs sur sa paternité algérienne et musulmane : l'article premier des statuts du club stipule qu'"il est constitué une société entre jeunes gens musulmans à dater du 31 juillet 1921", et l'article deuxième précise : "ce groupement a pour but de réunir tous les jeunes musulmans désirant pratiquer les sports".

Les statuts du MCA n'obéissent donc pas à la loi française de 1901 sur les associations, qu'elles soient culturelles, sportives, sociales, de bienfaisance etc. Tous les autres clubs créés auparavant par des clubs algériens obéissaient à la loi du 1^{er} juillet 1901. En 1926, l'Union Sportive Musulmane d'Oran (USMO), second club musulman, avec l'ES Guelma, vient conforter et soutenir les objectifs politiques du Mouloudia.

Pour les jeunes fondateurs du Mouloudia, c'était durant ces années 1920 la démarche inverse : il s'agissait de convoquer l'esprit militant et rebelle des Algériens, lutter, même à armes inégales contre le système colonial, sur un simple terrain de football, et faire jeu égal cette fois-ci, sinon mieux que les clubs pieds noirs. Ce sont là les grands objectifs des pères fondateurs du Mouloudia et des autres clubs "musulmans" à la fin de la première guerre mondiale.

En 1929, une année avant la triste célébration du centenaire de la présence française en Algérie, l'administration coloniale, devant la profusion de clubs musulmans à travers les trois ligues régionales (Lafa pour Alger, LOFA pour Oran, et LCFA pour Constantine), va intervenir pour brider l'enthousiasme des Algériens à s'organiser au sein de clubs sportifs en exigeant l'incorporation de trois joueurs et un dirigeant européens au sein des clubs dits "musulmans".

8 mai 1945 : la fin de la mixité dans les clubs musulmans

Les clubs "musulmans" vont contourner cette mesure en incorporant, comme le Mouloudia d'Alger, l'USMBIda, l'USM Alger, le MC Oran, le MO Constantine, l'USM Oran notamment des joueurs latino-américains, généralement des Argentins, ou Espagnols, mais pas Français.

La mixité imposée dans le sport durant cette période coloniale ne sera jamais un handicap, et sera un dopant puissant pour les clubs "musulmans" lors de matchs épiques contre les clubs "pieds noirs". Cette exigence de la mixité pour les clubs musulmans va, cependant, s'estomper après les massacres du 8 mai 1945, et le recul de l'administration coloniale en mettant fin à cette absurdité administrative, tout droit sortie de l'infâme code de l'Indigénat.

Car les massacres horribles qui se sont passés à Sétif, Guelma et Kherrata notamment vont provoquer un séisme politique, un choc terrible ! Une autre prise de conscience que face à la sauvagerie du colonialisme, le combat libérateur devient urgent, prioritaire.

Ces atroces massacres, les tueries d'Algériens, les multiples facettes du combat politique pour la libération du pays ont fatalement montré la voie aux joueurs Algériens évoluant dans les clubs français : rejoindre les clubs musulmans. C'est ainsi que les meilleurs joueurs des clubs pieds noirs, comme Abderrahmane Ibrir de l'ASSE rejoignent le MC Alger, sinon s'exilent dans les clubs de la métropole. En outre, tous les clubs dits musulmans (ils étaient alors une vingtaine à travers les trois Ligues de l'élite) ont décidé de lutter de concert pour supprimer l'infâme décision de la LAFA d'incorporer trois joueurs européens au sein des clubs musulmans. Cette décision des autorités françaises, prise à la fin des années 1920 pour empêcher l'éclosion de clubs musulmans, avait pour but de saboter ces formations sportives et les priver d'éléments de valeur. La fin de la seconde guerre mondiale marque dès lors la fin de la mixité (joueurs européens dans les clubs musulmans) au sein des trois ligues de football. Le combat de ces clubs a finalement été couronné de succès et, à partir du début des années 1950, les dirigeants des clubs musulmans ont gagné une bataille importante, sur le terrain administratif celle-là, celle de ne plus compter au sein de leurs formations des joueurs européens. Un événement administratif et politique, avant le début de la lutte de libération, et la fin de l'occupation de l'Algérie.

LIGUE 1 MOBILIS - JS KABYLIE

Achour Chelloul nouveau président du Conseil d'administration

Le membre actionnaire Achour Chelloul a été intronisé en tant que nouveau président du Conseil d'administration de la Jeunesse Sportive de Kabylie, lors de l'Assemblée générale extraordinaire du club de Ligue 1 de football, tenue samedi.

"L'Assemblée s'est déroulée dans de très bonnes conditions, et le destin a voulu que ce soit moi qui est élu. Une mission difficile, certes, mais que j'accepte avec courage et détermination, car je suis un enfant du club et la situation actuelle m'oblige à répondre présent. C'est un devoir" a-t-il déclaré dans une interview au site officiel du club.

"Il est évident que notre principal objectif sera de maintenir le club en Première Division" a-t-il ajouté, mais d'après lui, "cette situation n'empêchera pas l'accomplissement d'un important travail en parallèle, pour préparer des projets futurs, aussi bien sur le plan sportif que commercial".

En effet, selon Chelloul "la JSK est un grand club, au glorieux passé, et son statut de société sportive par actions (SSPA) l'oblige à être encore plus grande, aussi bien

sur le plan sportif que commercial".

Un développement qui, vu la situation actuelle, ne pourra peut-être pas se faire dans l'immédiat, mais Chelloul a présumé que "le travail accompli devrait pouvoir commencer à porter ses fruits d'ici trois ans". Le nouveau président du Conseil d'administration des Canaris a conclu en affirmant que "la JSK n'est la propriété ni de X, ni de Y", assurant que c'est un club qui "appartient à ses supporters". "Ces derniers ont de tout temps prouvé leur dévouement et leur attachement à la JSK. J'espère qu'ils continueront à rester derrière nous dans ces moments difficiles" a-t-il tenu à ajouter. Achour Chelloul avait intégré le Conseil d'administration de la SSPA/JSK lors d'une AGE, tenue fin octobre 2022, après l'acquisition d'environ 200 actions.

Le club du Djurdjura, qui reste



sur une importante victoire contre l'USM Alger (1-0), en match retard comptant pour la mise à jour de la 18e journée est toujours reléguable. Il occupe en effet l'avant

dernière place au classement général de la Ligue 1 Mobilis, avec 20 points, mais il ne compte plus qu'une longueur de retard sur le Paradou AC, le premier club non

reléguable. Une situation qui semble relativement favorable dans sa course au maintien, d'autant que la JSK compte un match en moins par rapport au PAC.

LIGUE 2 (26^E JOURNÉE)

Souf fait le break à l'Est, Ben Aknoun toujours en tête à l'Ouest



L'US Souf, large vainqueur en déplacement devant le MO Constantine (4-1), a fait le break en tête du classement de la poule Centre-Est de la ligue 2 de football amateur, alors que le chassé croisé entre l'ES Ben Aknoun, leader de la poule Centre-Ouest, et son dauphin, l'ES Mostaganem, se poursuit, à l'issue de la 26e journée disputée samedi.

A la faveur de ce nouveau succès, l'US Souf (1ere, 54 pts) fait un grand pas vers l'accession, notamment après la défaite de son poursuivant direct l'AS Khroub (51 pts), battue en déplacement face à l'IB Khemis El Khechna (8e, 35 pts).

Derrière le duo de tête, le NRB Teleghma (3e, 44 pts) a concédé une défaite surprise "at home" (2-4) face à l'AS Ain M'lila (10e, 34 pts), qui réalise une belle opération dans la lutte pour le maintien, rejoignant la JS Bordj Menaël et l'USM El Harrach, vainqueurs respectivement devant l'USM Annaba (1-0) et l'US Chaouia (2-0).

L'autre bonne opération dans la lutte

pour le maintien est à mettre au profit de l'IRB Ouargla qui sort de la zone de relégation en s'imposant devant HAMRA Annaba (3-1).

Dans les autres rencontres de la poule Centre-Est, le CA Batna (6e, 36 pts) a battu la JSM Skikda (4-0), alors que le MC El Eulma s'est imposé devant l'E Sour Ghoulane (3-2).

Groupe Centre-Ouest : statu quo en tête du classement, le RC Kouba respire

Dans le groupe Centre-Ouest, l'ES Ben Aknoun (59 pts) a sué pour conserver son fauteuil de leader après sa victoire à l'arrachée devant l'O Médéa (3-2) et garde son point d'avance sur l'ES Mostaganem, vainqueur en déplacement devant le GC Mascara (2-1).

A quatre journées de la fin, le chassé-croisé entre les deux principaux candidats à l'accession dans poule centre-ouest bat son plein, puisque les deux équipes main-

tiennent le rythme de victoires, avant la grande explication prévue lors de la dernière journée prévue sur les hauteurs d'Alger, à Ben Aknoun.

De son côté, la JSM Tiaret (3e, 54 pts) a raté l'occasion de rester au contact de la tête du classement en concédant le match nul (0-0) chez le WA Tlemcen (15e, 22 pts), tout comme le SC Mécheria (4e, 51 pts) tenu en échec par l'ASM Oran (0-0).

A l'inverse, dans la lutte implacable pour le maintien, le RC Kouba (14e, 24 pts) est revenu à un point du premier non reléguable (l'OM Médéa), en dominant la lanterne rouge, Relizane (5-2), alors que le MC Saïda (12e, 26 pts) s'est incliné (1-2) face au SKAF Khemis Miliana (7e, 39 pts).

Les deux dernières rencontres de la poule Centre-Ouest, mettant aux prises le CR Témouchent (6e, 42 pts) au NA Hussein-Dey (10e, 28 pts) et le MCB Oued-Sly (5e, 45 pts) au WA Boufarik (8e, 37 pts), se sont soldées par des "draws" (0-0) et (3-3).

Résultats et classement

(GR. CENTRE-EST - 26^EJ)

IRB Ouargla - HAMRA Annaba	3-1
MO Constantine - US Souf	1-4
NRB Teleghma - AS Ain M'lila	2-4
JSM Skikda - CA Batna	0-4
USM Annaba - JS Bordj Menaël	0-1
IB Khemis El Khechna - AS Khroub	1-0
USM El Harrach - US Chaouia	2-0
MC El Eulma - E Sour Ghoulane	3-2

Classement :	Pts	J
1). US Souf	54	26
2). AS Khroub	50	26
3). NRB Teleghma	44	26
4). E Sour El Ghoulane	41	26
5). MO Constantine	39	26
6). CA Batna	36	26
→). MC El Eulma	36	26
8). USM Annaba	35	26
→). IBKE Khechna	35	26
10). USM El Harrach	34	26
→). JS Bordj Menaël	34	26
→). AS Ain M'lila	34	26
13). IRB Ouargla	31	26
14). US Chaouia	30	26
15). Hamra Annaba	13	26
16). JSM Skikda	12	26

GR. CENTRE-OUEST - 26^EJ

SKAF Khemis Miliana - MC Saïda	2-1
SC Mecheria - ASM Oran	0-0
WA Tlemcen - JSM Tiaret	0-0
GC Mascara - ES Mostaganem	1-2
CR Témouchent - NA Hussein-Dey	0-0
RC Kouba - RC Relizane	5-2
ES Ben Aknoun - O Médéa	3-2
MCB Oued Sly - WA Boufarik	3-3

Classement	Pts	J
1). ES Ben Aknoun	59	26
2). ES Mostaganem	58	26
3). JSM Tiaret	54	26
4). SC Mecheria	51	26
5). MCB Oued Sly	45	26
6). CR Témouchent	42	26
7). SKAF Kh. Miliana	39	26
8). WA Boufarik	37	26
9). ASM Oran	30	26
10). GC Mascara	28	26
→). NA Hussein Dey	28	26
12). MC Saïda	26	26
13). O Médéa	25	26
14). RC Kouba	24	26
15). WA Tlemcen	22	26
16). RC Relizane	00	26

CHAMPIONNAT DE DIVISION RÉGIONALE UNE

L'IRB Kheneg accède en Inter-régions

L'IRB Kheneg (wilaya de Laghouat) a validé son accession en Ligue Inter-régions à la faveur de sa victoire en déplacement contre l'RB Aflou sur le score de 1-0, lors de 26e et dernière journée du championnat de football de la division régionale "Une".

L'IRB Kheneg qui termine en tête du groupe B du championnat de football de la région sud-est (ligue d'Ouargla) avec 66 points, assure son accession en division inter-régions après trois ans d'absence. Son principal concurrent le MB Baida (Laghouat) termine deuxième avec 65 points après sa victoire contre l'RB Berriane (Ghardaïa), sur le score de 1 à 0.

Le capitaine de l'IRB Kheneg Saddam Hussein Chbira a, à cette occasion, affirmé que son groupe a atteint son objectif, signalant que l'objectif tracé pour la prochaine saison est le maintien.

De son côté, l'entraîneur de l'équipe, Khaled Boufatah, a salué tous ceux qui ont participé à la réalisation de cette belle performance, en dépit des difficultés financières rencontrées par le club.

RENNES La défaite de trop pour Genesio

De nouveau battu par Nice (1-2) ce samedi à l'occasion de la 34^e journée de Ligue 1, Rennes s'est compliqué la tâche dans la course à l'Europe. Même s'il estime que rien n'est perdu, l'entraîneur du SRFC, Bruno Genesio, s'est montré frustré par le visage affiché par son équipe. "En ce qui concerne la course à l'Europe, il reste quatre matchs, douze points à prendre. Je suis persuadé qu'il y aura encore des opportunités."

REAL MADRID Hazard très clair sur son avenir

Enfin épargné par les blessures, l'ailier Eden Hazard (32 ans, 5 apparitions en Liga cette saison) n'en reste pas moins confronté à un temps de jeu famélique au Real Madrid. Malgré cette situation délicate, l'ex-international belge a toujours l'intention d'aller au bout de son contrat avec la Casa Blanca jusqu'en juin 2024. "Rester pour ma dernière année de contrat ? Oui, clairement, a clamé l'ancien Lillois samedi après le sacre en Coupe du Roi contre Osasuna (2-1). Ça a été une année difficile, mais c'est une année avec une très grande équipe. Je veux jouer mais je sais que c'est très difficile. Je dois travailler et j'espère jouer plus."

Pas forcément une bonne nouvelle pour les Merengue, qui ne seraient pas contre se séparer de son imposant salaire (environ 2,25 millions d'euros mensuels), le plus élevé de la Liga...

MONACO Ben Yedder puni face à Angers

L'AS Monaco se présentera à Angers ce dimanche (13h) sans son attaquant et capitaine Wissam Ben Yedder (32 ans, 40 matchs et 23 buts toutes compétitions cette saison).

Comme le révèle L'Equipe, l'avant-centre monégasque est sanctionné pour avoir séché la réunion tactique programmée samedi.

L'ancien Toulousain était présent ensuite à l'entraînement, mais sa direction et son entraîneur ont décidé de ne pas laisser passer un retard mal perçu sur le Rocher, surtout après deux revers de taille contre Lens (0-3) et Montpellier (0-4).

LENS Le titre ? Fofana répond

Grâce à son succès contre l'Olympique de Marseille (2-1) samedi dans le choc de la 34^e journée de Ligue 1, Lens s'est non seulement emparé de la 2^e place du classement mais est aussi provisoirement revenu à trois points du leader, le Paris Saint-Germain, qui compte un match en moins. De quoi donner des idées au capitaine artésien Seko Fofana (28 ans, 32 matchs et 5 buts en L1 cette saison) et ses coéquipiers ? "Je pense que tout est possible, il faut avoir la foi. Pourquoi pas se donner les moyens de rêver jusqu'à cette fin de saison ?, a glissé le milieu de terrain ce dimanche au micro de Téléfoot, avant d'évoquer la lutte pour la Ligue des Champions. On joue les matchs, ça se passe bien, on les gagne, on a la mentalité, on a la tête sur les épaules et c'est peut-être de cette manière qu'on aura le droit de rêver en fin de saison. Donc j'invite tous mes coéquipiers à continuer à travailler parce qu'il va y avoir d'autres matchs compliqués et rien n'est joué. Si, en fin de saison, on joue la Ligue des Champions, je pense qu'il y aura beaucoup de pleurs et beaucoup de joie et c'est ça l'objectif, c'est pour ça qu'on a envie de leur procurer cette joie."

OLYON Diomandé n'écarter plus un départ

Poussé vers la sortie par l'Olympique Lyonnais, qui s'était mis d'accord avec Rennes pour un transfert d'environ 9 millions d'euros, le défenseur central Sinaly Diomandé (22 ans, 21 matchs en L1 cette saison) avait refusé de quitter la capitale des Gaules l'été dernier. La donne sera peut-être différente lors du prochain mercato puisque le joueur, sous contrat jusqu'en 2025, n'exclut pas un départ en cas d'offre intéressante après ses bonnes performances à l'OL cette saison, indique L'Equipe. Reste à savoir quelle est, désormais, la position de sa direction.

OGC NICE Dante fier de l'attitude

Malgré l'absence de véritable enjeu en cette fin de saison, Nice a enchaîné une deuxième victoire consécutive ce samedi contre Rennes (2-1) à l'occasion de la 34^e journée de Ligue 1. Le capitaine des Aiglons, Dante (39 ans, 33 matchs et 1 but en L1 cette saison), apprécie l'état d'esprit de son équipe malgré le contexte particulier.

"Il y a deux semaines, j'ai bien parlé, j'ai communiqué à tout le monde, sincèrement et avec mon cœur, qu'on n'a pas le droit de se laisser aller, d'être en roue libre parce qu'on doit avoir l'honneur et la fierté de porter le maillot de l'OGC Nice. C'est ça que nous sommes en train de faire, même si par moment c'est dur, on joue moins bien, on peut mieux faire. Je sais que c'est dur parce qu'on ne voit pas un gros objectif devant nous mais on apprend à souffrir dans des matchs comme ça, à être solide, à être solidaire pour pouvoir gagner derrière, a expliqué le défenseur central au micro de Prime Video. Le plus important est de gagner des matchs. C'était important de recommencer une série. Nous avons fait deux bons matchs et nous avons gagné les deux, c'est très bien."

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la SARL
DK NEWS

Gérant
Mourad Cherbal
Directeur de publication
Smail Oulebsir

Directeur de la rédaction
Smail Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger **TÉL.** : 023.38.47.97»
FAX : 023.38.47.95 **EMAIL** : contact@dknews-dz.com **SITE** : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger **TÉL.** : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / **E-MAIL** : contact@dknews-dz.com **- IMPRESSION** : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - **TÉL.** : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - **FAX** : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ENTREVUE PÉRIODIQUE DE TEBBOUNE AVEC DES REPRÉSENTANTS DES MÉDIAS NATIONAUX

Président de la République : l'Algérie ne renoncera jamais au dossier de la mémoire et ne marchandera avec aucun pays cette question

L'Algérie ne renoncera jamais au dossier de la mémoire et ne marchandera avec aucun pays cette question, a affirmé le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.



"Nous avançons aujourd'hui pas à pas dans ce dossier, et ils savent pertinemment qu'il s'agit d'une question à laquelle nous ne renoncerons jamais", a soutenu le président de la République au sujet du dossier de la mémoire lors de son entrevue périodique avec des représentants des médias nationaux, à l'occasion de la commémoration de la Journée mondiale de la li-

berté de la presse, diffusée samedi sur les chaînes de télévision et de radio nationales. Concernant le traitement de ce dossier par l'Algérie et la France, le chef de l'Etat a indiqué qu'il y a eu un heurt dans le passé, mais aujourd'hui nous sommes devenus réceptifs à l'idée d'examiner les événements importants ayant marqué notre mémoire à l'époque coloniale".

Il rappelle, à ce propos, la création d'une commission mixte composée d'historiens des deux pays, qui a entamé ses travaux récemment, formulant le souhait de voir "une entente suffisante" entre les deux parties pour parvenir à des "résultats tangibles" à ce sujet. Dans le même contexte, le président de la République a souligné l'importance d'inclure, dans les manuels

scolaires des deux pays, l'histoire de la résistance populaire contre l'occupant français et les étapes qui l'ont suivie. Il a également relevé la nécessité d'approfondir l'écriture de l'histoire de la lutte du peuple algérien, une lutte qui a duré plus de 132 ans, considérant que "celui qui ne connaît pas l'histoire de son pays et ne glorifie pas ses martyrs, ne peut pas aller loin".

L'Algérie a réussi à retrouver sa place en Afrique (président de la République)

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé que l'Algérie avait réussi à retrouver sa place en Afrique, mettant l'accent sur la nécessité pour l'Algérie d'avoir une présence effective dans le continent.

Lors de son entrevue périodique avec des représentants des médias nationaux, diffusée samedi soir sur les chaînes de télévision et stations de radio nationales, le Président Tebboune a assuré que l'Algérie œuvrait à revenir au sein de sa grande famille en Afrique, un continent où sa présence était auparavant formelle et non effective.

Tous les efforts du pays étaient orientés, lors de la dernière décennie, vers l'outre-mer, a-t-il fait remarquer. A ce propos, le président de la République a mis l'accent sur "la nécessité de se concentrer sur les efforts de développement du continent africain, et ce contrairement aux pays occidentaux qui s'intéressent à l'Afrique sur le plan purement géopolitique". C'est pourquoi, poursuit le Chef de l'Etat, l'Algérie a décidé d'injecter un montant d'un (1) milliard de dollars américains dans le budget de l'Agence algérienne de Coopération inter nationale pour la Solidarité et le

Développement pour le financement de plusieurs projets dans le continent, particulièrement dans l'éducation, la santé et l'eau. "L'annonce de

la création de l'Agence, faite en Ethiopie il y a deux ans, devant les dirigeants africains a été chaleureusement accueillie par l'assistance, car connaissant les bonnes intentions de l'Algérie", a-t-il rappelé.

S'agissant de la question palestinienne, une question centrale pour l'Algérie, le président de la République a affirmé que l'attaque perpétrée contre les lieux saints dans la mosquée Al-Aqsa, exposée à la profanation par les soldats de l'occupation sioniste, sans que personne ne réagisse, est "inadmissible", formant le vœu de voir la désunion arabe se transformer en force. "Il existe un ordre mondial qui s'impose au faible avant le puissant", a-t-il ajouté, souhaitant voir un "changement de la vision arabe" et "le resserrement du rang arabe pour devenir une puissance et un système arabe tel que je l'ai mentionné lors de la réunion de la Ligue arabe". "Nous devrions être les premiers à croire en notre force", a-t-il dit. Plus explicite, il rappellera que la population du monde arabe dépasse les 350 millions d'habitants, c'est-à-dire le nombre de population de la Russie ou des Etats-Unis, et qu'en termes d'atouts et de richesses, le tiers de la richesse mondiale se trouve dans le monde arabe et les pauvres du monde arabe devraient être les premiers à bénéficier de la richesse et des aides.

DÉFENSE

M. Chanegriha prend part à deux réunions de la Capacité régionale d'Afrique du Nord (MDN)

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a pris part, samedi à Alger, à la 11^e réunion du Comité des Chefs d'Etat-Major et la 10^e réunion du Conseil des ministres de la Défense des Etats membres de la Capacité régionale d'Afrique du Nord (NARC), indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre des réunions annuelles de la Capacité régionale de l'Afrique du Nord (NARC), Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, a pris part aujourd'hui samedi 06 mai 2023, à la 11^e réunion du Comité des Chefs d'Etat-Major et la 10^e réunion du Conseil des ministres de la Défense des Etats membres de cette Capacité régionale, tenues au niveau du Cercle national de l'Armée 1^{ère} Région militaire, à Beni Messous, Alger", précise la même source. Ces réunions ont connu la participation du Général d'Armée Muhammad Ali El-Haddad, Chef d'Etat-Major Général du Gouvernement Libyen d'Unité nationale, du Général-Major Mohamed El Wali Akeik, Chef d'Etat-Major de l'Armée populaire de libération sahraouie de la République arabe sahraouie démocratique, du Général-Major Essam El-Gamal, Chef d'Etat-Major Adjoint des Forces armées de la République arabe d'Egypte et de M. Ahmed Ahmeeda El Tadjouri, Secrétaire exécutif de la Capacité régionale de l'Afrique du Nord, note le communiqué.

Du côté algérien, ont pris part à ces réunions le Secrétaire général du ministère de la Défense nationale, le chef du Département Emploi-Préparation de l'Etat-Major de l'ANP, le directeur des Relations extérieures et de la Coopération, ainsi que des cadres et officiers de différentes Armes et un représentant du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

Précédé par une réunion des experts des pays membres de la NARC, l'ordre du jour de cette réunion était consacré à "l'évaluation des activités de cette Capacité durant l'année 2022 et l'examen des moyens et mécanismes de développement de ses composantes". Cette réunion a été, aussi, l'occasion "d'échanger les points de vue sur les questions d'intérêt commun". A cette occasion, le Général d'Armée, Chef d'Etat-Major de l'ANP a prononcé une allocution d'ouverture dans laquelle il a tenu, tout d'abord, à "transmettre aux hôtes de l'Algérie un message de fraternité et d'amitié de Monsieur le Président de la République". Il a également souligné que cette réunion offrait une occasion pour "renforcer la coopération et la coordination entre les Etats membres, en vue de faire face aux menaces qui pèsent sur la sécurité de la région".

"Je saisis cette occasion pour vous transmettre un message de fraternité et d'amitié de Monsieur Abdelmadjid Tebboune, Président de la République, Chef Suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, à l'occasion des travaux de ces réunions qui donneront, sans nul doute, une forte impulsion à notre capacité régionale, en termes de disponibilité opérationnelle et de renforcement de la coordination déjà existante entre nos pays respectifs, pour faire face aux menaces qui pèsent sur la sécurité de notre région", a souligné le Général d'Armée.

"En effet, notre région, au même titre que les autres régions du continent africain, est confrontée à de nombreux défis en matière de paix et de sécurité, tels que le terrorisme, le crime organisé, les conflits armés et les différends frontaliers, ce qui nous interpelle, plus que jamais, à travailler en collaboration pour faire face à ces défis et œuvrer à mettre un terme à la violence, à l'extrémisme et à toutes les formes de criminalité transfrontalière", a-t-il relevé. Le Général d'Armée a souligné, ensuite, que l'Algérie a, de tout temps, plaidé pour l'adoption d'une "nouvelle approche africaine de lutte contre le terrorisme, basée sur la lutte contre les groupes extrémistes et la prévention de toute forme de radicalisme". "En sus des efforts déployés par mon pays dans le sens de la restauration de la sécurité et de la stabilité dans la région du Sahel, que ce soit dans le cadre de la coopération bilatérale ou des mécanismes multilatéraux, l'Algérie a, de tout temps, plaidé pour l'adoption d'une nouvelle approche africaine de lutte contre le terrorisme, basée sur la lutte contre les groupes extrémistes et la prévention de toute forme d'intégrisme", a-t-il mis en avant. "En effet, le combat contre le terrorisme ne peut être remporté en l'absence d'une approche inclusive, visant à faire face à l'extrémisme violent et à tarir les sources de son financement à travers, entre autres, l'interdiction de paiement de rançons, qui contribuent à resserrer les rangs des terroristes, à les doter en armements et à augmenter leurs capacités de nuisance", a fait valoir le Chef d'Etat-Major de l'ANP. Il a tenu à rappeler, avant de conclure, "l'engagement de l'Algérie et la détermination de l'ANP pour aller de l'avant dans le sens de la consolidation de notre mécanisme régional et de soutenir tous les efforts, à même de contribuer à l'instauration de la sécurité et de la paix à l'échelle internationale, continentale et régionale". Par la suite, les Chefs d'Etat-Major des pays membres de la Capacité régionale de l'Afrique du Nord et le Secrétaire exécutif de ce mécanisme régional ont successivement pris la parole pour exprimer "leurs remerciements à l'Algérie pour avoir abrité ces réunions, qui apportent une nouvelle pierre à l'édifice des relations multilatérales entre les pays membres de la NARC, considérée comme un mécanisme stratégique de l'Union africaine pour la prévention, la gestion et la résolution des conflits ainsi que pour la promotion de la paix et la sécurité au niveau régional et continental". Enfin, les travaux ont été sanctionnés par "la signature du rapport final de la 10^e réunion du Conseil des ministres de la Défense et de la 11^e réunion du Comité des Chefs d'Etat-Major des pays membres de la Capacité Régionale de l'Afrique du Nord", conclut le communiqué.